



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2675
8 novembre 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Chômage, retraite...

Tous les travailleurs sont attaqués

Tous ensemble, il faut riposter !



SNCF

**Vive la lutte
des cheminots !**

Pages 12 et 13

Algérie

**Marée humaine
contre le système**

Page 16

Immigration

**Macron - Le Pen,
mêmes valeurs**

Pages 4 et 5

LEUR SOCIÉTÉ

Retraites, salaires, emplois : pour un mouvement d'ensemble! 3
 Chômage : une attaque indigne 3
 Immigration : le gouvernement ratisse à l'extrême droite 4
 Aide médicale : une mise en cause inadmissible 4
 Mosquée de Bayonne : le choix des mots en dit long 4
 Contre les campagnes antimusulmans et contre tous les racismes 4
 Macron et Le Pen : mêmes valeurs 5
 Calais : ignominie antimigrants 5
 Mort d'un migrant : victime de la politique du gouvernement 5
 Seine-Saint-Denis : trop plein de ministres, assiettes vides 5
 Marseille : rue d'Aubagne, un an après, toujours sans toit 6
 Montreuil : honteuse expulsion 6
 Expulsions locatives : davantage d'interventions policières 6
 Violences conjugales : pas grand-chose dans le Grenelle 7
 Éèves handicapés : AESH et parents en colère 7
 Lubrizol - Rouen : Macron peine à rassurer 7
 Warren Buffet : pollueur pas payeur 7
 Procès du Mediator : des experts achetés à prix d'or 10
 Travail de nuit : le gouvernement aux petits soins pour les patrons 10
 Conforama : magouilles financières 10
 Violences policières 10
 Stocamine : l'irresponsabilité des industriels et de l'État 10

DANS LE MONDE

Liban : la démission du gouvernement ne calme pas la colère 8
 Mali : l'intervention militaire française aggrave la situation 8
 Vatican : miracle électrofric 8
 Argentine : les prix flambent 9
 Brésil : d'où vient la marée noire? 9
 Chine : Macron champion de l'Europe, du roquefort et des parfums 9
 Algérie : des marées humaines pour une "seconde indépendance" 16
 Italie-Libye : contre les migrants 16

ENTREPRISES

Flixbus : les profits contre la sécurité 11
 General Electric - Belfort : nouveau débrayage dans les ateliers 11
 SNCF : vive les luttes des cheminots! 12
 Châtillon : une grève victorieuse 12
 Paris Sud-Est : débrayages 12
 Guichets : dur d'acheter un billet 12
 Ateliers du Landy : la grève 13
 SNCF - Brive : grève contre des suppressions de postes 13
 Dans l'Ain : le danger des passages à niveau et des trains bondés 13
 Hôpital : manifestons le 14 novembre 14
 CHRU de Nancy : aux Urgences, rien n'est réglé 14
 Longué : hôpital public bradé au privé? 14
 Hospices civils de Lyon : le gâchis de la politique d'austérité 14
 Fusion PSA - Fiat-Chrysler : deux patrons, une seule classe ouvrière 15
 Renault Trucks - Lyon : journée de solidarité pour les actionnaires 15

Chômage, retraite : des bombes sociales contre tous les travailleurs

Avec sa réforme du chômage, le gouvernement va plonger des centaines de milliers de travailleurs supplémentaires dans la précarité et la misère. Neuf millions de pauvres sont déjà recensés dans le pays, dont 2,2 millions sont des travailleurs en activité. À ses yeux, cela ne suffisait peut-être pas!

D'après l'Unedic, le durcissement des conditions d'accès à l'indemnisation et aux droits rechargeables, ainsi que la révision du mode de calcul, vont frapper 1,3 million de personnes.

Beaucoup verront leur indemnisation s'effondrer, à commencer par les travailleurs précaires, forcés d'enchaîner les CDD, maintenus en intérim ou employés saisonniers, qui cumulent un salaire et des allocations chômage, déjà insuffisants pour boucler les fins de mois.

Pénicaud, la ministre du Travail, présente ces nouvelles règles comme «favorisant le retour à l'emploi». Autrement dit : acculez les chômeurs et affamez-les, ils trouveront un emploi! C'est révoltant et cynique.

Dans cette société, les gouvernants trouvent toujours de bonnes excuses aux agissements des riches, et donnent toujours tort aux travailleurs. Là, ils accusent les chômeurs de choisir de ne pas travailler et de vivoter aux crochets de la société. Comme si les allocations chômage n'étaient pas des droits que les salariés se sont payés en travaillant! La moitié des chômeurs ne perçoivent d'ailleurs aucune indemnité.

L'intérim, les CDD, le recours ponctuel à la sous-traitance et aux temps partiels sont érigés en mode de fonctionnement dans toutes les grandes entreprises. Pour cela, le grand patronat viole ou contourne la loi depuis des dizaines d'années, et il continuera de le faire parce que c'est tout bénéfique.

Avec les contrats précaires, il dispose d'un large volant de travailleurs corvéables et mal-léables, qu'il peut sélectionner et jeter à sa guise. Des salariés à qui il impose les boulots les plus durs et pour lesquels il n'y a pas d'ancienneté, pas de prime d'intéressement, pas de suivi médical.

Le grand patronat et le gouvernement sont les seuls et uniques responsables de la précarité et du chômage de masse qui ravagent le pays. Sur les cinq dernières années, le groupe PSA a supprimé 30 000 emplois, La Poste plus de 20 000. Les banques, les assurances, la grande distribution, la chimie... en suppriment des milliers chaque

année. Ford, General Electric, Michelin viennent de rayer 2 000 emplois de la carte. La SNCF manque de guichetiers, de conducteurs, d'agents de maintenance, de contrôleurs, mais fait disparaître 2 000 emplois par an! Et pendant que les grands fabricants de chômage ont les mains libres, le gouvernement mène la guerre aux chômeurs, et à tous les travailleurs, car nous sommes tous des chômeurs en puissance.

Pour lui, réformer signifie casser les droits des travailleurs. Il a cassé le Code du travail, cassé l'Assurance chômage, et demain ce sera le tour des retraites, puisque sa réforme imposera de travailler plus longtemps pour une pension moindre.

La société marche sur la tête. Tout ce qui est essentiel et vital, les emplois, les salaires, les retraites, la santé, l'éducation, les transports, le logement, est assimilé à des dépenses, des coûts, des charges, qu'il faut contenir, réduire, supprimer. Tout ce qui va dans les poches d'une poignée de parasites richissimes, les bénéfiques et les plus-values, doit croître encore et toujours. Alors que cet argent, issu de l'exploitation, ne sert qu'à satisfaire des caprices de riches et alimente la spéculation et les risques d'un nouveau krach!

Seuls les travailleurs, en se battant pour leurs intérêts élémentaires, peuvent faire prendre une autre voie à la société. Les cheminots qui se sont battus ces dernières semaines ont eu une réaction salutaire : celle de travailleurs qui n'acceptent plus de voir leurs conditions de vie, leurs salaires et leur sécurité sacrifiés sur l'autel de la course au rendement.

La haine déversée contre les cheminots grévistes par les porte-voix politiques et médiatiques de la bourgeoisie reflète leur crainte des travailleurs quand ils se battent. La classe capitaliste se sait à la merci des travailleurs, s'ils décidaient d'agir collectivement pour leurs intérêts. Eh bien, c'est dans cette voie qu'il faut aller!

En répondant à l'appel des syndicats à se mobiliser le 5 décembre, tous les travailleurs pourront dire «Ça suffit» et revendiquer leur droit à une existence digne.

La mobilisation et la lutte collective sont les seuls moyens pour se faire respecter en tant qu'exploités. Au-delà, elles constituent la seule possibilité de remettre en cause la domination de la classe capitaliste qui condamne toute la société.



Retraites, salaires, emplois : pour un mouvement d'ensemble !

Les projets gouvernementaux en matière de retraite sont clairs comme de l'encre pour les modalités concrètes, et limpides comme de l'eau de roche quant aux intentions politiques. Si chaque travailleur se demande à quelle sauce il sera mangé, tous savent qu'elle sera amère.

Les réformes envisagées se résument en effet à reculer l'âge de départ en retraite et à diminuer les pensions. Il s'agit de faire encore baisser la part de la richesse produite qui revient aux travailleurs, actifs ou retraités, et par là même d'augmenter celle qui revient aux capitalistes. Tous les discours, débats et discussions, sur les régimes spéciaux, l'équité, l'âge pivot, le trou dans les caisses et la démographie, ne sont que littérature pour masquer ce qui est une attaque patronale.

Le problème de Macron est de faire accepter ce

recul aux travailleurs, sans à-coups et sans révolte. Mais cette attaque vient après de nombreuses autres. Elle est de plus le fait d'un gouvernement et d'un président particulièrement durs aux pauvres et doux aux riches. Les fortunes de ces derniers sont insolentes, alors même que les vagues de licenciements continuent et que les services publics, santé, enseignement, transports, sont au bord de l'explosion. Après les coups de colère à la RATP et à la SNCF, avant la manifestation de la Santé le 14 novembre et la journée interprofessionnelle

du 5 décembre, le gouvernement se montre donc quelque peu prudent.

Delevoye, rapporteur du projet sur les retraites et chargé de le faire appliquer, parle désormais de la « clause du grand-père », qui ferait que le nouveau système ne s'appliquerait, au moins à la SNCF, qu'aux nouveaux embauchés. Il laisse même entendre, appuyé en cela par des représentants patronaux, que cette clause pourrait s'appliquer à d'autres secteurs. Certains de ceux-ci conseillent en effet la prudence, considérant qu'une épreuve de force du genre de celle de l'hiver 1995 serait inutilement coûteuse.

La journée de lutte interprofessionnelle du 5 décembre a été appelée au départ sur la seule question



des retraites mais elle pourrait devenir l'occasion d'exprimer le mécontentement accumulé dans de nombreux secteurs et de nombreux domaines face à la politique du patronat et du gouvernement. En tout cas ce dernier craint visiblement que cette journée soit l'occasion de l'explosion de la cocotte-minute sociale, selon l'expression de certains commentateurs. C'est pourquoi non seulement il préfère ne parler que de la question des retraites, mais

il cherche à la faire paraître moins explosive par l'annonce de quelques reculs.

Au contraire, pour les travailleurs, la journée du 5 décembre peut être l'occasion de se retrouver tous ensemble, de manifester massivement contre la politique du patronat et du gouvernement. Elle peut être l'occasion de rassembler leurs forces et de se préparer au combat nécessaire pour mettre cette politique en échec.

Paul Galois

Chômage : une attaque indigne

Avec l'entrée en application le 1^{er} novembre de la première partie de la réforme de l'indemnisation du chômage, tous les poncifs antichômeurs ont été avancés pour justifier que des centaines de milliers de chômeurs soient privés d'indemnisation ou voient leur allocation dramatiquement réduite.

La ministre du Travail Muriel Pénicaud sur France Info s'est cru permis de déclarer : « Aujourd'hui, un demandeur d'emploi sur cinq gagne plus quand il est au chômage que lorsqu'il travaille, et ça, ce n'est pas logique. »

Sur BFM-TV, le député LREM du Val-de-Marne Jean-François Mbaye a surrenchéri : « Ce qui serait injuste, ce serait de rester dans le statu quo, (...) avec des gens qui ont été incités à rester dans cette forme de précarité parce qu'ils y trouvaient leur compte et que c'était beaucoup mieux que d'aller vers un emploi pérenne, vers le plein emploi. »

Pour ces gens-là, les

responsables du chômage seraient donc les chômeurs eux-mêmes et, en les privant d'indemnités ou en baissant celles-ci, ils seraient, selon eux, stimulés à chercher du travail. Macron et le gouvernement actuel n'inventent rien. Comme tous les gouvernements précédents l'ont fait successivement, ils font la guerre aux chômeurs au lieu de la guerre au chômage. Le chômage n'a pas diminué. Selon les chiffres officiels, il touche, toutes catégories confondues et DOM TOM inclus, 6,5 millions de travailleurs aujourd'hui.

Il n'y a aucun rapport entre le niveau d'indem-

nisation des chômeurs et le chômage de masse. Celui-ci vient exclusivement de la politique du patronat, qui consiste à supprimer des emplois pour accroître ses profits en aggravant les conditions de travail. Des millions de travailleurs se trouvent donc à basculer dans la précarité, avec un travail intermittent et un salaire qui l'est tout autant. C'est ainsi que les capitalistes font payer la crise au monde du travail.

En diminuant les indemnités, la réforme actuelle va rendre la vie encore plus difficile à des centaines de milliers de chômeurs, à leurs familles, à leurs enfants, les pousser vers la misère, quand elle n'est pas déjà là. Développer sans cesse une armée de réserve sous-payée et fragilisée est une façon d'aider le patronat à exercer une pression à la baisse sur tous

les salaires. Cette nouvelle attaque contre les droits à l'Assurance chômage ne permettra certainement pas aux chômeurs de sortir de la misère mais, dans les entreprises, elle contribuera à pousser vers la porte les plus anciens et les mieux payés.

Il s'agit bien d'une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. Le sort

indigne réservé aux chômeurs présents et à venir est bien révélateur des appétits et de l'agressivité des capitalistes et de leurs serviteurs. La question du chômage est d'abord une question de rapport de force, opposant les travailleurs, actifs ou condamnés au chômage, tous unis, aux capitalistes.

Boris Savin

Des effets catastrophiques

Depuis le 1^{er} novembre, pour avoir droit à une indemnisation, le salarié privé d'emploi doit avoir travaillé six mois sur une période de 24 mois (au lieu de quatre mois sur 28 mois jusque-là).

Puis pour « recharger » ses droits, c'est-à-dire faire prolonger sa période d'indemnisation, il devra travailler de nouveau six mois sans interruption (au lieu d'un mois auparavant). Ses droits à indemnisation seront alors prolongés d'une durée égale à celle des périodes travaillées.

Enfin, au 1^{er} avril prochain, le calcul du montant de l'indemnisation des chômeurs va changer. Jusque-là il était égal à 57% de l'ancien salaire brut, avec un taux minimum garanti. Les douze derniers mois de salaire servaient de référence et les périodes non travaillées n'entraient pas en ligne de compte. Le salaire de ces périodes non-travaillées était reconstitué et les congés maternité, maladies, accidents ou périodes

de chômage partiel étaient considérés comme ayant été travaillés normalement.

À partir du 1^{er} avril, les douze derniers mois seront pris en compte en y incluant uniquement les jours réellement travaillés. Les autres périodes ne seront pas reconstituées mais considérées comme des absences, qui diminueront d'autant le montant de l'indemnisation.

Pour un travailleur précaire enchaînant des périodes de travail avec des périodes de chômage, le montant de l'indemnité pourra baisser de façon drastique.

Au total, ces deux mesures indignes risquent de jeter dans la misère des milliers de travailleurs et de chômeurs.

Paul Sorel

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Dijon

Dimanche 10 novembre à partir de 11 heures
Maison de Marsannay Marsannay-la-Côte

Reims

Dimanche 17 novembre à partir de 11 heures
Salle des Phéniciens à Châtillons

Bordeaux

Dimanche 10 novembre à partir de 11 heures
Salle Victor-Hugo (Château du Diable) à Cenon

Strasbourg

Dimanche 17 novembre à partir de 11 h 30
Centre socio-culturel l'ARES 10, rue d'Ankara (Esplanade)

Compiègne

Samedi 16 novembre à partir de 18 heures
Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne



Immigration : le gouvernement ratisse à l'extrême droite

Le gouvernement a annoncé mercredi 6 novembre des mesures visant à restreindre l'entrée des immigrés sur le territoire, en fixant des quotas pour l'immigration dite économique.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, avait déjà confirmé la veille que ces quotas seraient effectivement instaurés dès l'été et que les nouveaux immigrés ne pourraient travailler que dans des métiers dits en tension, ceux qui ont du mal à recruter parce que pénibles et mal payés, comme le bâtiment ou la restauration. Environ 34 000 embauches se feraient dans ce cadre,

« pour une durée et un métier déterminés », a précisé Pénicaud.

L'an dernier, le nombre de titres de séjour délivrés pour des motifs économiques a été de 33 500, alors qu'il y aurait 300 000 étrangers en situation irrégulière sur le territoire. L'instauration de quotas ne changerait donc rien à ces chiffres. De toute façon, rien ne pourra empêcher des centaines

de milliers de femmes et d'hommes de fuir leur pays et de vouloir venir s'installer en France dans l'espoir d'une vie meilleure, que ce soit dans le cadre des quotas ou illégalement, en l'absence d'autre possibilité.

En remettant sur le tapis la question des quotas, Macron et sa clique cherchent avant tout à se mettre au diapason de l'opinion raciste et réactionnaire, dans le but de grignoter des voix au Rassemblement national lors des prochaines élections.

Marianne Lamiral

Aide médicale : une mise en cause inadmissible

Dans sa campagne de démagogie politicienne contre les immigrés, le gouvernement ose tout : il remet aujourd'hui en cause les aides médicales aux étrangers, au prétexte qu'elles seraient un facteur de... tourisme médical !

L'Aide médicale d'État (AME) permet aux étrangers en situation irrégulière, aux sans-papiers, de se faire soigner. Mais ils doivent patienter trois mois après leur arrivée pour y avoir droit, et à condition de disposer de revenus mensuels inférieurs à 740 euros pour une personne seule et 1 080 euros pour un couple. Ce n'est pas vraiment l'eldorado.

Selon les chiffres officiels, l'AME concerne moins de 300 000 personnes, un chiffre à peu près stable sur les dernières années. Elle a coûté 940 millions d'euros en 2018, soit... 0,5% du montant total des dépenses d'Assurance maladie ! Même en ces temps d'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, ce ne sont pas les économies qui président à la remise en

cause de l'AME.

Sur le plan sanitaire, tout le milieu médical s'accorde pour dire qu'il faut maintenir l'AME. Sans elle, les maladies contractées par les migrants, suite aux conditions effroyables dans lesquelles ils sont ici contraints de vivre, peuvent devenir beaucoup plus graves, voire s'étendre quand elles sont contagieuses. La ministre de la Santé a même fait part de son regret que « seulement 12% des personnes qui y ont droit demandent l'AME la première année » ; et de s'émouvoir... du coût du traitement des maladies qui sont prises en charge trop tardivement.

Ni financier ni médical, le véritable argument de remise en cause de l'AME est lâché : « la lutte contre la fraude et les abus ». C'est avec le même argument que

le Premier ministre décide de s'attaquer à l'accès à la Sécurité sociale des demandeurs d'asile. Ceux-ci bénéficient aujourd'hui, quand ils ont enfin pu déposer leur demande, de la Protection universelle maladie (PUMA). C'en est trop pour le gouvernement, qui veut instaurer un délai de carence de trois mois avant qu'ils puissent accéder à la Sécurité sociale.

Et d'instiller l'idée d'un « tourisme médical », d'étrangers venant « se faire soigner gratuitement ». Aux dires même des très officiels rapports de l'IGAS, l'Inspection générale des affaires sociales, il n'y a pas d'éléments confortant de telles assertions. Mais le poison est versé, et fleurissent sur les réseaux sociaux les fantasmes selon lesquels des sans-papiers et autres demandeurs d'asile se feraient poser des prothèses mammaires ou blanchir les dents au frais de la Sécurité sociale.

Sophie Gargan



Mosquée de Bayonne : le choix des mots en dit long

L'homme qui a blessé des musulmans devant la mosquée de Bayonne, qu'il voulait incendier, est un raciste avéré, ancien candidat du Front national. Mais, l'auteur étant également manifestement déséquilibré, Macron et le procureur de la République ont parlé d'attaque, et non d'attentat.

Inversement, bien des actes émanant d'autres agresseurs ont été aussitôt qualifiés de terroristes, même quand l'état mental de leurs auteurs était sujet à caution. Mais là, il s'agissait de meurtriers que leur délire poussait à se revendiquer de la guerre sainte islamiste.

Au-delà de la discussion sur ce qui définit et sépare un attentat d'une attaque, le choix des mots a un sens politique. Au point qu'un

Castaner, ministre de l'Intérieur, parle « d'attentats contre la République » lorsque la permanence d'un député macroniste est vandalisée, tandis qu'on entend à longueur d'antenne les commentateurs répéter qu'à Bayonne « il ne s'agit pas d'un attentat ». Autrement dit, aux yeux du gouvernement et des médias qui le relaient, toutes les violences et toutes les victimes ne se valent pas.

N.C.

Contre les campagnes antimusulmans et contre tous les racismes

Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations organisées le 10 novembre contre le racisme et l'islamophobie.

Depuis plusieurs mois, un concours de démagogie à fond raciste et xénophobe bat son plein dans le monde politique et médiatique, notamment sous forme d'attaques répétées contre les musulmans.

Pour faire diversion face à la montée du mécontentement social, Macron et ses ministres ont repris à leur compte une partie des thèmes de campagne et du vocabulaire du

Rassemblement national, entretenant la confusion entre terrorisme, immigration, islam et question du voile. Ils sont relayés par tous les politiciens qui, à droite et à l'extrême droite, cherchent à capter les voix de l'électorat le plus réactionnaire.

La surenchère odieuse à laquelle se livrent tous ces politiciens ne peut que renforcer les préjugés et les comportements racistes, et encourager les plus violents à passer à l'acte, comme cela a été le cas lors de l'attentat commis contre la mosquée de

Bayonne. Il est indispensable de s'opposer à ces pousses-au-crime !

En participant à ces manifestations, Lutte ouvrière tient à affirmer sa solidarité avec tous ceux qui sont injustement pointés du doigt. Plus que jamais, il faut affirmer que les travailleurs, quelle que soit leur origine ou leur religion, constituent une même classe, avec les mêmes intérêts à défendre et un même combat à mener pour s'émanciper et changer la société.

Communiqué de Lutte ouvrière du 5 novembre



Macron – Le Pen : les mêmes valeurs

En donnant une interview à l'hebdomadaire Valeurs actuelles, Macron a choisi de s'épancher dans une publication qui a été condamnée pour provocation à la haine raciale en 2013 et pour provocation à la discrimination, la haine ou la violence envers les Roms en 2015.

Il n'ignorait pas où il mettait les pieds et, le moins que l'on puisse dire, c'est que ça ne sentait pas bon.

Cet entretien est un nouvel épisode du concours en démagogie antimusulmans et antimigrants ouvert par Macron, dans lequel Le Pen

se pose en championne. Il y qualifie un rassemblement contre l'islamophobie organisé le 19 octobre à Paris de « tiers-mondisme non aligné aux relents marxistes », ou se moque des associations d'aide aux migrants, « droits-de-l'hommistes la

main sur le cœur ». Pour la fin de son quinquennat, il s'est engagé à ce que 100 % des décisions de reconduite à la frontière soient mises à exécution.

Macron, par ses propos, ne peut qu'encourager les paroles, les attitudes dirigées contre les étrangers, les migrants ou les musulmans dans la vie sociale, dans les quartiers, dans les entreprises. C'est évidemment ignoble, mais pas surprenant. Ceux qui crient à

la trahison sont les mêmes qui ont présenté Macron, au second tour de la présidentielle, comme une protection face à Le Pen. Ce qui s'est avéré finalement être un bon moyen de permettre aux idées de l'extrême droite de continuer à gangrener la société.

Au-delà des calculs électoraux et de la grossièreté de leur mise en scène par Macron, il y a une évolution plus profonde : face à la crise économique et à leur propre

impuissance, les politiciens comme Macron distillent dans la population le poison des divisions religieuses, nationales ou autres. Entre Le Pen et Macron, il y a bien sûr des différences, ne serait-ce que leur électorat. Mais ils partagent un terrain commun : celui d'une société de plus en plus injuste, et qu'ils sont prêts à défendre au prix de toutes les bassesses.

Boris Savin

Calais : ignominie contre les migrants

Un spectacle public autour d'un dragon géant créé par la compagnie La Machine a été inauguré à Calais ces derniers jours. La maire, Natacha Bouchart, a pris prétexte de ces festivités pour interdire désormais aux migrants de stationner dans le centre-ville et aux associations humanitaires de leur distribuer des repas dans la zone de la gare, comme elles le font quotidiennement.

Cette mesure scandalise les bénévoles et beaucoup de Calaisiens, qui ne voient pas le rapport entre une fête et l'interdiction de la distribution de repas à des réfugiés démunis. D'ailleurs le créateur du dragon, François Delarozière, a tenu à exprimer son désaccord avec l'arrêté

municipal.

Natacha Bouchart n'a pas attendu cette fête pour mener une politique abjecte contre les migrants : elle a déjà dans le passé tenté de leur interdire l'accès aux douches ou aux toilettes et

harcelé les organisations humanitaires qui les aident à survivre. En prenant ces mesures ignobles par électoralisme, la maire marche clairement dans les pas de l'extrême droite.

Correspondant LO



Distribution de repas chauds aux migrants de Calais.

Mort d'un migrant : victime de la politique du gouvernement

À Calais, le 1^{er} novembre, un réfugié est mort dans sa tente, asphyxié par les émanations toxiques du réchaud qu'il utilisait pour faire chauffer son repas.

Ce n'est pas la première fois qu'un réfugié meurt pour avoir été condamné à survivre dans les conditions insalubres d'un bidonville. Dans un des pays les plus riches du monde, il n'y a pas d'argent pour les accueillir dignement. Et il n'y en n'a pas non plus pour les logements

populaires, où ni la sécurité ni l'hygiène ne sont assurées : chaque hiver, des habitants meurent du fait de chauffages ou réchauds défectueux et faute de moyens financiers.

Le responsable de ces morts est ce système économique, qui fait couler l'argent à flots vers les riches et qui condamne les pauvres à survivre dans les pires conditions, et en particulier les plus démunis d'entre eux, les migrants.

Correspondant LO

Seine-Saint-Denis : les visites de ministres ne remplissent pas les assiettes

Le Premier ministre Édouard Philippe s'est rendu le 31 octobre à Bobigny, préfecture de la Seine-Saint-Denis, pour annoncer un énième plan censé endiguer les « difficultés massives et systémiques » de ce département.

Vingt-trois mesures sont destinées à attirer vers la Seine-Saint-Denis les fonctionnaires, la sécurité, la justice, la santé et l'éducation dans les dix ans qui viennent. Une prime de 10 000 euros est annoncée pour certains des fonctionnaires qui y travaillent depuis cinq ans, sans trop de précision sur ceux qui la toucheront.

Il y a déjà eu tellement d'actions faisant de ce département une priorité qu'on pourrait croire qu'il est devenu un petit paradis. Sarkozy déclarait en 2010 faire des efforts considérables en faveur de la Seine-Saint-Denis et Hollande annonçait cinq ans plus tard y investir 20 milliards d'euros en dix ans dans 200 quartiers

qui concentrent les plus grandes difficultés sociales, où les niveaux de revenus sont les plus modestes. Mais aujourd'hui, Philippe doit constater l'abandon de ce département par les services de l'État. Il dit avoir été sensibilisé au problème par un rapport officiel, mais en réalité il tente aujourd'hui d'étouffer l'indignation contre les autorités qui s'était répandue après le suicide d'une directrice d'école à Pantin.

Le gouvernement voudrait faire croire que la Seine-Saint-Denis, le 9-3, est un cas à part, hors normes, comme l'a déclaré Philippe. Ce département est au contraire le reflet du drame social engendré par la crise. Le patronat y a concentré

la main-d'œuvre, avec un manque constant de logements en bon état. Ensuite, depuis plusieurs générations, les licenciements ont été massifs : de Rateau à La Courneuve à Alstom à Saint-Ouen et PSA à Aulnay...

Aujourd'hui, le taux de chômage est de quatre points supérieur à la moyenne nationale et le taux de pauvreté est le double, 28,6%. Mais c'est le même rouleau compresseur qui se met en route quand par exemple un équipementier automobile ferme une usine à La Souterraine dans la Creuse. C'est alors aux municipalités de gérer les conséquences, alors que l'argent public leur est de plus en plus chichement compté et que l'État retire des services publics, y compris dans le domaine de la santé et de l'éducation.

En Seine-Saint Denis, la mortalité infantile tout comme le retard scolaire

sont bien plus élevés que la moyenne. Cela est dû à la fois à ce qu'il y a davantage de pauvres et à ce que les services publics se dégradent davantage dans les quartiers populaires.

Mais le département bat

également un autre record : celui du nombre de visites officielles, 2 700 entre mai 2007 et avril 2018, soit une moyenne de vingt visites par mois, ce qui est un aveu d'impuissance volontaire.

Jean Sanday



HLM à La Courneuve.

Marseille : rue d'Aubagne, un an après, toujours sans toit

Un an après la mort de huit personnes dans l'effondrement de deux immeubles aux numéros 63 et 65 de la rue d'Aubagne et la destruction de l'immeuble voisin menacé, la situation ne s'est pas améliorée à Marseille.

Si l'incurie, le laisser-aller de la municipalité sont les responsables de cette catastrophe, beaucoup y voient une politique délibérée afin de récupérer des secteurs du centre-ville pour des promoteurs immobiliers.

Vétustes, non entretenus, laissés à l'abandon, le centre-ville ainsi que des quartiers anciens comme la Belle-de-Mai, Saint-Mauront, ou des cités datant des années soixante, comme Corot, Bellevue, La Maurelette, Les Rosiers, Airbel, se dégradent. Leurs habitants attendent toujours les travaux nécessaires.

Bon nombre des « délogés » des mois derniers attendent aussi. Après l'effondrement de la rue d'Aubagne, 3 200 habitants de 370 immeubles signalés en état de péril grave et

imminents ont été sommés de quitter de toute urgence leur domicile. Après des mois d'exil chez des amis, dans la famille ou à l'hôtel, certains, 90 % selon la mairie, sont désormais relogés. Mais, locataires ou propriétaires occupants, ils sont confrontés à de multiples problèmes non résolus, tels que le paiement des factures de l'hôtel ou bien de l'eau, celui des crédits en cours pour des logements qu'ils n'ont pu occuper. Mais ils sont aussi face au paiement de travaux inabordable pour des propriétaires occupants aux ressources limitées.

D'autres, locataires, se heurtent quant à eux à l'absentéisme de leurs propriétaires, plus aptes à récolter les loyers et surtout les allocations de la CAF qu'à engager les travaux

indispensables. Quelques élus à la municipalité, à la Métropole, au conseil régional ou au conseil départemental font partie des propriétaires peu préoccupés de l'état des immeubles. Même si bien souvent les appartements n'y sont pas des taudis, les fondations comme les structures, elles, sont dégradées. La ville elle-même serait propriétaire de 68 immeubles dégradés en plein centre.

Des associations se sont regroupées dans le Collectif du 5 novembre, qui essaie de venir en aide aux « délogés » et qui a mis au point une charte précisant toutes les obligations des instances publiques, qui l'ont signée mais qui tardent à les appliquer.

Lors des procédures en cours, bien loin d'être achevées, un expert et un architecte ont témoigné qu'ils avaient alerté la ville. L'un l'avait fait des mois, l'autre quelques jours avant l'effondrement, sur la dangerosité des bâtiments de la



NICOLAS-MAXPPP

rue d'Aubagne et la nécessité d'évacuer des habitants en attendant des travaux de confortement. D'ailleurs, à plusieurs reprises avant la catastrophe, des locataires avaient alerté sur des fissures ou des mouvements inquiétants, sans que les propriétaires, les syndicats ou la mairie se manifestent.

L'État a promis 240 millions d'euros sur dix ans pour la rénovation des logements. Ces promesses sont très insuffisantes car, sur Marseille, ce sont plus de 40 000 logements qui sont insalubres ou dangereux. Une grande partie de la population est pauvre, voire très pauvre, sans même parler de tous ceux qui sont à la rue.

C'est en fait une politique générale de rénovation et de construction de logements pour tous qui est indispensable. Ce n'est pas dans cette direction que s'orientent le maire Jean-Claude Gaudin. Interviewé, il a tenté de se dédouaner en disant que la ville en fait déjà beaucoup, mais il a surtout lancé de vastes programmes de constructions destinées à des acheteurs aisés, très appréciés d'Eiffage, Bouygues et autres. La reconstruction du stade Vélodrome et la multiplication des centres commerciaux qu'affectionnent la mairie et les promoteurs ont aussi englouti une bonne part du budget municipal.

Correspondant LO

Ex-foyer Bara – Montreuil : honteuse expulsion des travailleurs immigrés

Plus de 200 travailleurs de l'ex-foyer Bara de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, se sont retrouvés de nouveau sans réelle solution de logement. Après avoir passé une journée et une nuit à la rue sur un trottoir, ils ont été entassés dans un hangar avec seulement deux sanitaires pour plus de 200 personnes.

Cette situation crée de nombreuses tensions, certains travailleurs africains reprochant à la mairie de ne plus les soutenir face à la politique inique de la

préfecture. Ces travailleurs ne peuvent considérer le hangar mis à disposition par la mairie comme une solution, même provisoire, de relogement.

Par le bras de son représentant en Seine-Saint-Denis, le préfet Leclerc, l'État s'acharne depuis longtemps contre les travailleurs de l'ex-foyer Bara. Insalubre depuis des années, le plus ancien foyer de travailleurs migrants de Montreuil avait fini par être évacué. La mairie de Montreuil avait alors fait le choix de réquisitionner un ancien bâtiment de l'AFPA, vide depuis des années. Plus de 230 travailleurs africains avaient pu y être hébergés, d'autres trouvant des solutions précaires de relogement.

Depuis des mois, le préfet avait donné ordre à sa police de pratiquer un véritable harcèlement dans les lieux de passage de ces travailleurs par le biais de contrôles réguliers et menaces d'expulsion. Puis, mardi 29 octobre, il a ordonné à la police de procéder à l'évacuation. Les 230 travailleurs africains se sont ainsi retrouvés à la rue sur le trottoir, dans le froid, à 5 heures du matin. Cette expulsion, qui voulait démontrer l'inflexibilité de l'État face aux travailleurs immigrés,

est d'autant plus scandaleuse qu'elle est intervenue à la veille de la trêve hivernale.

Pour l'heure, ni la protestation de la mairie ni la mobilisation de militants solidaires n'ont pu empêcher le forfait de la préfecture. Mais la mobilisation se poursuit, à commencer par celle des travailleurs de Bara eux-mêmes. Ils en ont assez de l'errance, de squats en foyers insalubres, assez du harcèlement de l'État et exigent le relogement pour tous.

Correspondant LO



TWITTER/ACORBIERE

Expulsion des ex-Bara par la police le 29 octobre.

Expulsions locatives : davantage d'interventions policières

La période qui a commencé le 1^{er} novembre interrompt en principe les expulsions locatives, mais ce n'est qu'une trêve hivernale.

En 2018, il y a eu 15 993 interventions de la police pour mettre dehors des locataires qui, pour la plupart, n'arrivaient plus à payer leur loyer. Le chiffre est en

augmentation de 2,9 % par rapport à l'année précédente, et la hausse se poursuit depuis quinze ans car, comme l'expliquent les associations, les préfets ont davantage recours à la police pour faire exécuter un jugement d'expulsion.

Quand ils ne le font pas, ils doivent indemniser le propriétaire au moyen

d'un fonds inscrit dans le budget de l'État. Mais les sommes allouées à ce fonds ont été divisées par trois depuis 2005, passant de 78 millions à 24 millions d'euros par an. Qu'un nombre croissant de locataires soient dans l'impossibilité de payer leurs loyers, cela ne compte pas : il n'y a qu'à les expulser !

J.S.

Violences conjugales : pas grand-chose dans le Grenelle

Le gouvernement dévoilera fin novembre, au cours d'une séance pompeusement baptisée le Grenelle des violences faites aux femmes, quelles sont les mesures qu'il compte retenir. Mais Schiappa s'est déjà exprimée sur celles qui ont sa préférence.

Ces mesures consistent à confisquer son arme à feu à un homme violent dès la première plainte de sa compagne ; améliorer l'accueil des femmes qui osent pousser la porte d'un commissariat ; lever le secret médical pour permettre aux personnels soignants de signaler un cas de violence.

La plupart de ces propositions semblent tomber sous le sens. Elles ont d'ailleurs été avancées depuis longtemps par les associations féministes.

D'après le Haut conseil à l'égalité (HCE), cela coûterait entre 500 millions et un milliard d'euros par an. Or le gouvernement ne prévoit



que 79 millions d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes.

D'autre part, les mesures mises en avant par la secrétaire d'État ont toutes en commun d'être des mesures en aval des violences, jamais en amont. Comme le remarque la fondatrice d'Osez le féminisme : « C'est comme si, en termes de sécurité routière, on ne se focalisait que sur les dédommagements des victimes. »

Il est significatif qu'une seule mesure retenue par Schiappa concerne le sort des femmes dans les entreprises et s'adresse aux employeurs. Pour Schiappa, il ne s'agit pas de combattre les bas salaires et les contrats précaires, qui mettent les femmes en situation de dépendre matériellement d'un conjoint violent et rendent impossible la séparation. Pas du tout. Il s'agit seulement de

demander à l'employeur d'accorder aux victimes... des autorisations d'absence. Tout un symbole !

Dans cette société basée sur l'exploitation et sur l'oppression, l'État n'est là que pour accompagner et perpétuer la violence et l'injustice sociales. Pour se défendre et se protéger contre les violences conjugales, ce n'est pas sur lui que les femmes pourront compter.

Julie Lemée

Élèves handicapés : Blanquer satisfait, pas les AESH ni les parents

Cette année encore, le début de l'année scolaire a été synonyme d'angoisse pour des parents d'enfants handicapés et de tracas pour ceux qui doivent les aider dans les établissements scolaires, les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).

Alors que Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, s'était engagé à ce qu'aucun enfant ne reste sans solution, ils sont aujourd'hui entre 8 000 et 11 000 dans ce cas. Les innovations mises en œuvre par le ministère n'ont pas vraiment amélioré la situation. L'embauche de 4 500 AESH supplémentaires reste bien insuffisante par rapport à ce qui serait nécessaire. Et surtout la mutualisation des tâches, instaurée cette année, se traduit par une diminution de l'aide dont bénéficie chaque enfant. Un AESH qui suivait deux élèves va désormais en accompagner jusqu'à sept, sur deux ou trois établissements. C'est en réduisant le temps consacré à chaque élève que le ministère entend en faire accompagner davantage.

Pour les AESH, cela se traduit par l'obligation d'accepter des plannings parfois invraisemblables. Certains chefs d'établissement peuvent les changer d'affectation du jour au lendemain, les obligeant à abandonner l'élève qu'ils accompagnent et à accepter des emplois du temps qui peuvent être modifiés d'une semaine sur l'autre. Comme si cela ne suffisait pas, il s'est avéré

que beaucoup d'entre eux n'étaient pas payés fin octobre et avaient commencé à travailler en catastrophe sans même avoir signé de contrat. Des grèves ont déjà eu lieu dans plusieurs académies et une mobilisation nationale est prévue le 20 novembre.

Cela fait des années que perdure cette situation de mépris pour les enfants handicapés et leurs familles. En 2005, le gouvernement de l'époque avait pris une loi obligeant l'école à intégrer les enfants handicapés, mais sans donner pour autant les moyens de le faire. Il s'agissait alors de répondre à peu de frais à l'angoisse des familles et à la pression des associations confrontées à des délais allant jusqu'à trois ans d'attente pour entrer dans un établissement spécialisé, délai qui ne s'est d'ailleurs pas raccourci.

Depuis, tous les ministres de l'Éducation nationale y ont été de leur couplet sur la nécessaire scolarisation des enfants handicapés, mais celle-ci n'est toujours pas rentrée dans les faits, faute de moyens suffisants. Mais, comme ses prédécesseurs, Blanquer est content de lui.

Daniel Mescla

Lubrizol - Rouen : Macron peine à rassurer

Après avoir envoyé sur place cinq ministres essayer, sinon les plâtres, du moins les suies, Macron a fait un crochet par Rouen le 29 octobre. C'était un mois après la catastrophe de Lubrizol, une fois les dioxines et l'amiante retombées.

Sur la route de son traditionnel week-end de la Toussaint à la très chic ferme Saint-Siméon de Honfleur, le détour n'était pas très grand.

Une rencontre a été rapidement organisée à la mairie avec le préfet et un maire PS bien docile, en compagnie de quelques supports locaux. Plusieurs parlementaires, même de la majorité, n'ont pas été prévenus,

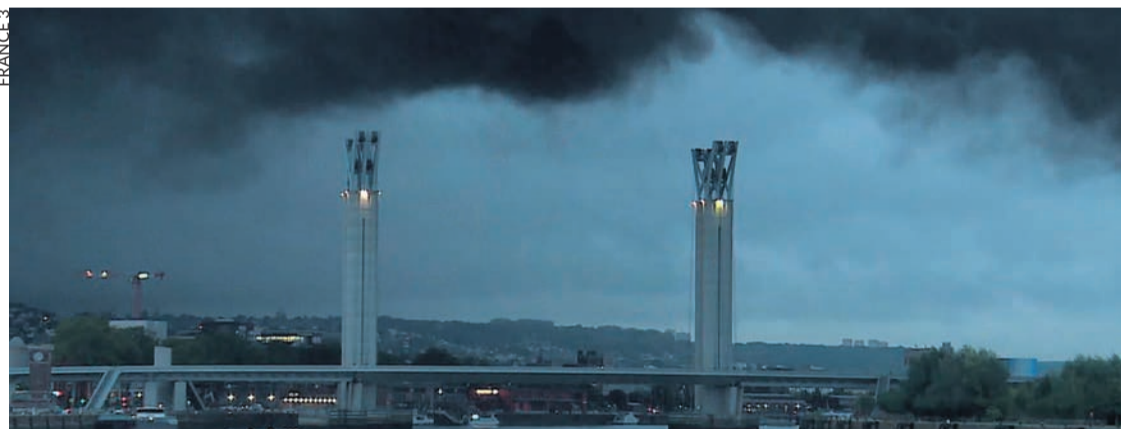
ou trop tard. Ils seront sans doute fort mécontents de ne pouvoir être sur la photo. Seule la mobilisation des forces de l'ordre, largement disproportionnée pour contenir la centaine de manifestants du Collectif unitaire pour la transparence, n'était pas improvisée.

Après avoir joué au chat et la souris dans le centre-ville, une quarantaine de manifestants sont parvenus

jusqu'à l'hôtel de ville et ont pu conspuer Macron, non seulement au sujet de Lubrizol, mais aussi pour l'ensemble de sa politique.

C'est sous les huées de ces manifestants maintenus à distance que Macron a pu prendre son petit bain de foule dans une rue piétonne, en liant conversation avec les consommateurs nombreux en terrasse. Les bonnes paroles qu'il distribuait, et qui consistaient à défendre la politique calamiteuse du préfet et de l'État, n'ont pas convaincu grand monde.

Correspondant LO



Le jour de l'incendie.

Warren Buffet : payer ? Vous n'y pensez pas !

Warren Buffet, quatrième fortune mondiale, se demande quoi faire des 128 milliards de dollars de liquidités dont dispose le fonds Berkshire Hathaway dont il est le principal actionnaire et le dirigeant. Il n'y aurait pas sur le marché de placement assez rentable, d'entreprise à racheter ou de paquets d'actions à ramasser suffisamment attractifs. Les autres actionnaires du fonds s'inquiètent, car cet amas de capital non

placé pèse sur les résultats du groupe, voire menace sa crédibilité. Pour les rassurer, Buffet parle d'un coup géant en préparation, d'un rachat de la taille d'un éléphant...

Il se trouve que Berkshire Hathaway est propriétaire de l'usine Lubrizol de Rouen et il est probable que l'incendie de l'usine et ses conséquences catastrophiques soient dus aux économies faites sur la sécurité. Il n'est pourtant

pas question qu'un seul des dollars, même inutilisés, de Warren Buffet vienne payer les dommages causés par Lubrizol.

Le capitalisme est une pompe à finances qui ne fonctionne que dans un sens : des usines et des travailleurs exploités vers les coffres des financiers, jusqu'à exploser en bulle spéculative... à moins d'une révolte sociale.

P G

Liban : la démission du gouvernement ne calme pas la colère

Mardi 29 octobre, le Premier ministre libanais, Saad Hariri, a donné sa démission en réponse à la protestation populaire qui s'exprime dans le pays depuis des semaines contre le système politique en place.

Cette contestation a été déclenchée le 17 octobre par l'annonce de la part du gouvernement d'une énième taxe, dans un pays où le chômage et la pauvreté battent des records et où les infrastructures sont en déliquescence. Elle a mobilisé une large partie de la population, qui s'est ainsi retrouvée unie, dépassant les clivages confessionnels qui l'enchaînent derrière des clans qui se partagent le pouvoir depuis trente ans et plus. Dans le cours du mouvement, la revendication qui a émergé est celle du départ de toute cette clique politique immobile et corrompue, la mise en place d'un gouvernement indépendant et la restitution de

l'argent volé à la population. Les principaux partis politiques se sont mis à la manœuvre pour tenter de récupérer le mouvement, voire le stopper. Ainsi le Hezbollah, le parti chiite allié de l'Iran, qui a toujours entretenu l'idée qu'il était un mouvement antisystème, a défendu le maintien du gouvernement Hariri, dont il faisait partie. Il a même envoyé certains de ses militants attaquer les protestataires, à Beyrouth et dans le sud du pays où il est hégémonique. Il a aussi agité le spectre d'un retour de la guerre civile pour exhorter ses partisans à ne plus participer aux manifestations.

Les partisans du Premier



Manifestation à Beyrouth, le 5 novembre.

ministre Hariri ont aussi surgi de nouveau après l'annonce de sa démission, notamment dans les rassemblements à Tripoli, ville à majorité sunnite, où ils ont essayé de rallumer la flamme confessionnelle, avant d'être écartés des tribunes par les organisateurs. Enfin, dans l'espoir de détourner la colère qui s'est encore exprimée après la démission du gouvernement, le président de la République, Michel Aoun, appartenant au parti chrétien CPL, s'y est mis en cherchant des

boucs émissaires, désignant les réfugiés syriens comme responsables des maux qui touchent le pays.

Malgré ces manœuvres, les rassemblements ont continué dimanche 3 novembre, suivis de coupures de routes et de blocages des compagnies liées à l'État et des banques. Les classes populaires voudraient en finir avec les coupures d'eau et d'électricité qui marquent leur quotidien, avoir accès aux soins, stopper la baisse de leur pouvoir d'achat. Pour cela, beaucoup mettent leurs espoirs dans un changement de gouvernement. Mais ce qui s'annonce maintenant est la mise en place d'un gouvernement de technocrates, indépendants des appartenances confessionnelles, qui serait censé

assurer une bonne gouvernance, honnête et exempte de corruption.

Malheureusement, on imagine ce que cela pourrait recouvrir. Devant la menace de faillite économique qui plane sur le pays, redoublée par la crise économique mondiale, un tel gouvernement ne cherchera pas à prendre sur les énormes fortunes accumulées par les classes dirigeantes, mais pourrait imposer des mesures d'austérité drastiques aux travailleurs et aux couches populaires en général.

C'est justement ce à quoi ceux-ci s'opposent depuis des semaines par leurs manifestations dans tout le pays. Il est douteux qu'une telle manœuvre suffise à les faire cesser.

Marwan Karim

Mali : l'intervention militaire française aggrave la situation



MINISTÈRE DÉFENSE

Patrouille de l'opération Barkhane.

Quarante-neuf soldats maliens sont morts vendredi 1^{er} novembre, lors de l'attaque de leur camp à Indelimane par un groupe de djihadistes. Un mois auparavant, quarante autres avaient déjà péri dans un assaut semblable contre leurs bases de Mondoro et Boulkessi. Le 2 novembre, un soldat français a lui aussi trouvé la mort dans l'explosion d'une mine.

En visite au Tchad avant de se rendre au Burkina Faso et au Mali, la ministre des Armées, Florence Parly, a déclaré contre toute évidence, à propos des 4 500 soldats français de la force française Barkhane : « Barkhane ne s'enlise pas, Barkhane s'adapte en permanence. » Mais tout le monde peut constater qu'en bientôt sept ans l'intervention militaire française n'a abouti qu'à étendre le champ d'intervention des groupes djihadistes.

Le fait que les FAMA, les

Forces armées maliennes, ne soient pas capables de se défendre face à ceux-ci n'est pas une découverte pour la population. En 2012 les soldats avaient décampé devant les groupes djihadistes, leur livrant tout le nord du pays et une bonne partie de leurs armes. Aujourd'hui reconstituées grâce aux fonds et à l'encadrement venu de Paris, ces forces armées n'ont pas pour autant changé de nature et de comportement. La population ne leur fait aucune confiance pour la

protéger contre les exactions des groupes djihadistes qui terrorisent le pays. Elle sait que la principale occupation des militaires consiste à rançonner les habitants dans les villes, les marchés, sur les routes, ou les points de contrôle des véhicules. Cette armée est à l'image du régime qu'elle défend et dont le président vit dans le luxe alors que la grande majorité de la population végète dans la misère. Un régime dont les dignitaires détournent à leur seul profit des sommes qui permettraient de construire de nombreuses écoles ou centres de santé, de réparer les routes défoncées

Devant l'inutilité de la présence militaire française et des 12 500 casques bleus de la Minusma, toute une partie de la population réclame leur départ. En juin, suite au massacre de villageois par des milices ethniques, des manifestants scandaient : « À bas la France », « La France complice des terroristes » « Minusma : mission inutile au Mali ».

Effectivement, toutes ces troupes ne sont là que pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, pour tenir à bout de bras un régime dont la corruption et le mépris de la population ne font que fournir de nouvelles recrues aux djihadistes.

Daniel Mescla

Vatican : miracle électrofric

Le Vatican a lancé en Italie un chapelet connecté. C'est « le meilleur de la tradition de l'Église avec le meilleur de la technologie », prétendent ses initiateurs afin, disent-ils, de séduire les jeunes. Voilà donc des idées vieilles de 2000 ans véhiculées par la technique d'aujourd'hui.

Cette petite merveille, fabriquée à Taiwan, coûte

99 euros. Les voies de celui que les chrétiens nomment leur seigneur, pour être impénétrables, n'en sont donc pas moins désormais connectées.

L'Église ainsi que le fabricant ont ainsi trouvé un nouveau moyen d'enrichissement... et pas seulement spirituel.

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n°203 (novembre 2019) :

- La Turquie contre les Kurdes : le jeu criminel des grandes puissances
- Les révolutionnaires face aux premières lois sur les retraites
- L'offensive de Macron et du grand patronat contre les retraites ouvrières
- La question du statut politique des Antilles françaises
- Le Parti ouvrier et les élections municipales (1880-1882)

Prix : 2,50 euros

Envoi contre cinq timbres rouges



Argentine : le président sortant laisse flamber les prix

Le président argentin sortant, Mauricio Macri, vient d'être remercié par les électeurs. Mais dans le court laps de temps qu'il lui reste avant l'arrivée en décembre prochain de son successeur, le péroniste Fernandez, il a prévu de nouvelles attaques contre les classes populaires.

Pour tenter d'éviter une défaite annoncée depuis les primaires d'août, Macri avait gelé les prix de l'énergie. Une semaine après sa déroute électorale, les prix flambent à nouveau. Le gouvernement laisse filer le prix de l'essence, afin que les compagnies pétrolières puissent récupérer les 20 % perdus sur leurs profits du fait de la perte de valeur de la monnaie locale face au dollar.

Ajouté à la forte inflation, cela se répercute sur les prix des produits de première nécessité. Le kilo de pain va augmenter de 20 % du fait de l'augmentation du prix de la farine. Depuis 2015, celle-ci a augmenté de 1060 %. Pour les médicaments, la hausse

est de 280 %. Quant aux tarifs de la téléphonie, ils devraient augmenter de 24 %.

Jusqu'à la fin, Macri aura tout fait pour aggraver les conditions d'existence des classes populaires, prises dans la tenaille des licenciements et d'une inflation qui rend inaccessibles de plus en plus de biens indispensables. Les crédits immobiliers étant indexés sur l'inflation, les acheteurs de logement des classes populaires n'ont d'autre choix que de partir. Plusieurs produits de première nécessité, devenus difficiles à obtenir, viennent d'être sortis du « panier familial », le calcul officiel du coût de la vie.

Ce n'est cependant pas du futur président que les



Manifestation contre Macri en mai 2019.

travailleurs peuvent attendre de grands changements. Occupé à rassurer les capitalistes, les instances financières internationales

et les dirigeants des pays voisins, il vient de déclarer qu'il s'entend très bien avec Trump et le président chilien Piñera, vomis par son peuple.

C'est dire déjà que, comme Macri, le prochain président veillera d'abord sur les intérêts des possédants.

Jacques Fontenoy

Brésil : d'où vient la marée noire ?

Depuis fin août, une marée noire souille les côtes de la région du Nordeste, au Brésil. 2 000 kilomètres de littoral sont touchés : faune, flore, pêche, tourisme sont menacés.

Le fléau atteint maintenant le parc naturel marin d'Abrolhos et ses richesses uniques en coraux, tortues

marines et baleines à bosse. D'ici peu il touchera les côtes de Rio de Janeiro. Le pétrole de cette marée,

particulièrement lourd et toxique, se déplace sous la mer et n'émerge qu'à proximité des côtes.

Fin juillet, les autorités ont détecté la pollution en mer, mais elles ont attendu plus d'un mois avant de déclencher le plan d'urgence, et un mois de plus avant de mobiliser quelques milliers de soldats. Le président Bolsonaro, ennemi déclaré de la protection de la nature, ne voit dans les ONG écologistes que des terroristes. Son ministre de la Pêche a déclaré qu'il n'y avait pas de problème, les poissons étant « assez malins » pour éviter les nappes de pétrole. Quant à lui, il dit maintenant que la pollution n'est pas près de finir, mais il en profite surtout pour dénoncer Maduro et le régime « communiste » du Venezuela.

L'origine de la marée noire n'est pas certaine, mais le pétrole des galettes trouvées sur les côtes brésiliennes ressemble en effet au brut vénézuélien, actuellement soumis à l'embargo des États-Unis. La marine brésilienne a établi qu'un seul pétrolier a croisé fin juillet au large du Brésil, le *Bouboulina*, un tanker grec ravitaillant Singapour en pétrole vénézuélien : ce serait lui le coupable. Mais le *Bouboulina* a bien livré son pétrole à Singapour, et la mer rejette des milliers de tonnes de brut, infiniment plus que ne peuvent en répandre une fuite ou un dégazage de pétrolier.

On s'oriente de plus en plus vers une autre explication : la nappe polluante viendrait d'une fuite sur un forage pétrolier à grande

profondeur, au large des côtes brésiliennes. Malgré les accusations de bradage des richesses nationales, les autorités brésiliennes vendent les concessions offshore aux enchères, pour des milliards de dollars, aux Shell, Exxon, Total et C^{ie}. Une sixième série de vente, la troisième de l'année, est prévue pour fin novembre. On comprend que le gouvernement, l'administration et les grands partis répugnent à reconnaître cette origine nationale du pétrole, qui les rendrait indirectement responsables de la marée noire.

On peut se demander si les poissons et les crevettes sont « assez malins » pour éviter la marée noire. Mais il est sûr que Bolsonaro et sa bande sont en train de s'y engluer.

Vincent Gelas



ANDRÉ MOREIRA/AP

Chine : Macron champion de l'Europe, du roquefort et des parfums

Comme tous les voyages de ce type, celui de Macron en Chine, les 4 et 5 novembre, n'avait d'autre but que d'aider la brochette de grands patrons français, dont ceux d'Airbus, BNP Paribas, L'Oréal, LVMH ou de l'agroalimentaire, à décrocher de nouveaux contrats.

Depuis Shanghai, flanqué du commissaire européen à l'Agriculture et de la ministre allemande de la Recherche, Macron a appelé à « jouer franco-allemand et surtout européen », pour résister dans la guerre commerciale qui fait rage. En effet, face à la Chine et aux États-Unis, pays de la taille d'un continent et pourvus

d'appareils d'État puissants, « chaque pays européen a ses forces, mais tous ont la même faiblesse : leur taille », ainsi que l'a formulé le patron de Suez.

Mais si le constat est partagé depuis longtemps, les puissances européennes restent congénitalement concurrentes. Chaque gouvernement défend avant tout

les intérêts de ses grands groupes nationaux, qui pèsent par de multiples canaux sur le personnel politique de leur pays. Un patron français a ironisé sur le voyage solo de Merkel en septembre dernier en Chine. Mais Macron n'a pas fait mieux. S'il a emmené une ministre allemande, c'est le vin et le fromage français qu'il a fait déguster à Xi Jinping ; ce sont les contrats d'Orano (ex-Areva) ou de l'avionneur franco-italien ATR qu'il est venu faire avancer.

Comme la plupart des pays riches, la France importe plus

de biens fabriqués en Chine, électroniques, électroménagers, textiles, etc., qu'elle ne lui vend de marchandises. Le déficit commercial de la France avec la Chine était de 29 milliards d'euros en 2018, quand celui de l'Allemagne n'était que de 13 milliards. La concurrence est aussi franco-allemande et le discours de Macron est un monument d'hypocrisie.

Outre l'aéronautique, le luxe représente une grande part des exportations françaises vers la Chine, en particulier vers Hongkong, paradis commercial des riches.

Bernard Arnault et François Pinault, propriétaires de LVMH ou Kering, seraient furieux si Macron venait à froisser les dirigeants chinois en critiquant, même du bout des lèvres, la répression des jeunes manifestants de Hongkong ou les arrestations massives des opposants ouïghours.

Heureusement, Emmanuel et Brigitte Macron ont été bien élevés : ils ont appris que, dans les réunions de famille, on n'aborde pas les sujets qui fâchent.

Xavier Lachau

Procès du Mediator: des experts achetés à prix d'or

La sixième semaine du procès du Mediator, qui se poursuit au tribunal de Paris, a été consacrée à l'audition de scientifiques appointés par le laboratoire Servier pour tenter de démontrer l'innocuité de ce médicament, retiré du marché en 2009 après avoir provoqué plus de 2 000 décès.

Pas moins de dix-sept experts internationaux ont été payés par Servier pour contrer ceux de la justice. Onze sont venus répéter à la barre, dans des termes techniques savants, que le Mediator, mis sur le marché comme antidiabétique mais souvent prescrit pour lutter contre l'obésité, n'avait rien

à voir avec un anorexigène, un « coupe-faim ».

Ces scientifiques ont accepté de mettre leur notoriété et leur CV au service de Servier, ceci moyennant finances puisqu'ils ont demandé entre 400 et 600 euros de l'heure, recevant ainsi entre 25 000 et 300 000 euros chacun de

rémunération! De leur côté, les pouvoirs publics n'ont dépensé que 40 000 euros en expertises pour démontrer que le Mediator, classé parmi les amphétamines, avait de graves effets secondaires sur le fonctionnement du cœur. Et c'est bien de complications cardiaques que déjà plus de 2 000 personnes sont mortes.

Depuis les premières alarmes sur les dangers du Mediator, Servier a mobilisé tous ses soutiens au sein de l'appareil d'État et des organismes publics de contrôle. N'ayant pu

éviter ce procès, le laboratoire achète aujourd'hui des experts pour noyer le poisson devant les juges. Il paie une armée d'avocats pour exploiter tous les ressorts des procédures. Ce sont les méthodes éprouvées des grands groupes capitalistes, de Total à Sanofi, pour éviter toute condamnation malgré leur responsabilité évidente dans des scandales sanitaires ou environnementaux. Elles sont rendues possibles par le fonctionnement même de la justice, conçue pour défendre la

propriété privée et dont la complexité favorise toujours les puissants.

Pour combattre les crimes de ces grands groupes, les salariés, les malades ou les médecins ne peuvent compter que sur eux-mêmes. C'est ce qu'a fait avec détermination Irène Frachon, la pneumologue qui a lancé l'alerte. Elle a trouvé l'aide décisive d'informaticiens, de médecins ou d'employés de la Sécurité sociale, ceux qui font fonctionner tout le système.

Xavier Lachau

Travail de nuit: le gouvernement aux petits soins pour les patrons

Le 13 novembre, la ministre du Travail Muriel Pénicaud va présenter en Conseil des ministres un projet de loi « portant diverses mesures d'ordre social ». Selon la principale disposition, les commerces alimentaires pourraient désormais employer leurs salariés jusqu'à minuit sans que cela soit considéré comme du travail de nuit.

Selon le Code du travail, le travail de nuit, entre 21 heures et 7 heures, doit être nécessaire et garder un caractère exceptionnel.

Autrement dit, il ne devrait pas concerner une activité commerciale. Aujourd'hui, seuls les commerces alimentaires situés dans des zones touristiques internationales (ZTI) ont l'autorisation d'ouvrir jusqu'à minuit. De nombreux commerces s'assoient déjà sur la législation, en particulier de petites superettes franchisées. Mais, à Paris, quand Monoprix a ouvert des magasins jusqu'à 22 heures, il a été poursuivi en justice par le collectif Clic-P, qui regroupe des organisations syndicales de

salariés du commerce, et a été condamné.

Sous couvert d'« évolutions sociétales », la nouvelle disposition répond donc aux desiderata du patronat du commerce alimentaire, en lui permettant de contourner l'interdiction de travail de nuit. Et les engagements de Pénicaud sur le nécessaire « volontariat » des salariés et les compensations qui leur seront accordées, visent à dissimuler ce nouveau recul pour les droits des travailleurs.

Michel Bondelet

Conforama: magouilles financières

Alors que le groupe Conforama annonce la suppression de 1 900 postes, la maison-mère de l'enseigne d'ameublement, le groupe sud-africain Steinhof, fait l'objet d'une plainte de salariés et de syndicats.

Propriétaire de Conforama depuis 2011, Steinhof est accusé de fraude massive. En 2017, un trou de six milliards d'euros avait été découvert dans ses comptes, le PDG avait dû démissionner et le cours de l'action s'était

effondré.

Un avocat des plaignants estime que cette fraude a eu inévitablement des conséquences sur les bilans financiers de Conforama qui auraient été dépréciés de 1,5 milliard d'euros. La direction répond bien sûr qu'elle n'aura aucune conséquence pour les salariés. Mais comment la croire alors que justement elle prétend justifier la suppression de 1 900 postes par des difficultés financières?

Le groupe Steinhof est un géant dans son secteur. Présent dans trente pays, il possède plus de 6 000 magasins et emploie près de 90 000 salariés. Et si aujourd'hui il connaît quelques problèmes du fait des manœuvres de ses patrons margouilins, pendant des années il a été florissant. Il n'y a donc aucune raison pour que ses salariés dans le monde entier payent pour les combines de ces gens-là.

Cédric Duval

Stocamine - Wittelsheim: l'irresponsabilité des industriels et de l'État

Les militants de l'association Les Jeunes pour le climat ont bloqué récemment la sous-préfecture de Mulhouse. Ils demandent le déstockage total des 42 000 tonnes de déchets chimiques entreposés dans des galeries d'anciennes mines de potasse, propriété de Stocamine, à Wittelsheim, dans le Haut-Rhin.

Il y a 17 ans, en 2002, un

incendie avait eu lieu dans le site de stockage profond. Il a fallu attendre 2010 pour que le ministère de l'Écologie annonce une procédure de fermeture définitive de Stocamine, et juillet 2019 pour que le ministre de l'Écologie commande un rapport de faisabilité d'un déstockage. Mais depuis 17 ans, les murs et les parois des galeries se fissurent, les plafonds s'effondrent et

écrasent les sacs et les fûts de déchets.

L'État, principal actionnaire, laisse pourrir la situation, prenant le risque d'une pollution de la nappe phréatique. En tout cas, il n'est pas question pour lui de faire payer les industriels qui se sont ainsi débarrassés à bon compte de la gestion de leurs déchets chimiques.

Correspondant LO

Violences policières: le bilan des LBD

La revue médicale britannique *The Lancet* vient de publier une étude réalisée auprès des CHU en France sur les blessures à l'œil occasionnées par les tirs de lanceurs de balles de défense, LBD, qui équipent la police et la gendarmerie.

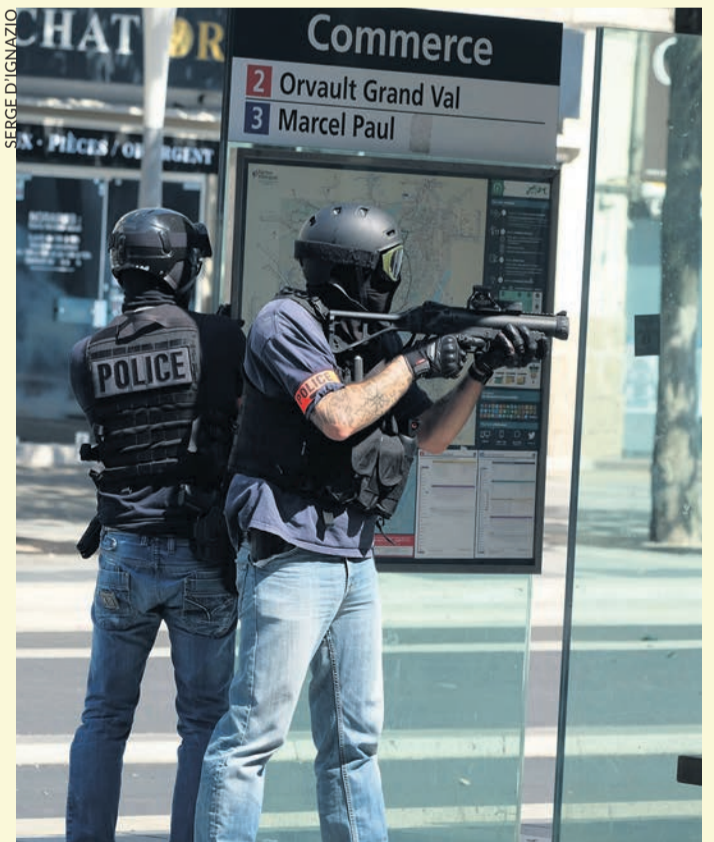
Sans surprise, le nombre de victimes a explosé avec le mouvement des gilets jaunes: d'après l'enquête, quarante personnes ont été touchées à l'œil entre 2018 et 2019, dont neuf ont dû être énucléées.

Jusqu'à maintenant, comme pour toutes les blessures infligées par la police et la gendarmerie lors des manifestations de gilets jaunes, ce sont les réseaux sociaux qui permettaient

d'en mesurer l'ampleur. Le ministère de l'Intérieur est capable de donner à l'unité près le nombre de tirs de LBD, mais ne communique pas sur les blessures, rejetant l'expression de violences policières et refusant de retirer l'armement LBD de la panoplie policière.

The Lancet confirme ce que l'on savait déjà: le gouvernement a usé et abusé de la force pour mater le mouvement des gilets jaunes et dissuader de venir aux manifestations. Son bilan est à lui seul une condamnation des violences policières, sachant que, du côté du ministère de l'Intérieur, c'est toujours silence radio.

Boris Savin



RATP : bus en mauvais état et menaces de la direction

Plusieurs délégués des dépôts de bus RATP de Belliard, Flandre, Asnières, dans le nord de Paris, sont convoqués à des entretiens pour sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement, après qu'ils ont effectué un contrôle des bus.

Ce contrôle, effectué le 30 septembre le matin dès 4 heures sur les bus sortant du dépôt par des délégués des syndicats CGT, Rassemblement syndical, UNSA, avait pour objectif de vérifier la conformité des bus. Par exemple, il faut que les feux extérieurs soient en fonctionnement, que les extincteurs ne soient pas périmés, que les papiers, triangles, gilets, soient présents, que les réparations effectuées sur les parties extérieures du bus ne puissent pas entraîner de risque. Beaucoup de bus ne remplissaient pas ces normes et n'ont pas pu sortir à l'heure prévue.

La direction, au lieu de réfléchir aux économies d'effectif qu'elle impose aux mécanos de la maintenance depuis des années, a alors décidé de s'en prendre à ces délégués, invoquant les kilomètres perdus à cause de

ce contrôle et divers motifs, dont même une atteinte à la sécurité!

Mardi 5 novembre, un premier rassemblement a eu lieu au dépôt de Belliard en soutien à l'un des convoqués. Mercredi 6, c'était à Asnières, et un prochain

rassemblement était prévu le 12 au dépôt de Flandre.

Les conducteurs en ont assez de conduire des véhicules qui ont souvent des problèmes, sans pouvoir obtenir un changement de bus. Il n'y en a pas en réserve, car celle-ci a été diminuée pour faire des économies. On peut relever les valideurs qui fonctionnent mal, les réparations provisoires qui tiennent avec du ruban adhésif, la localisation qui

ne fonctionne pas, etc. Et il y a surtout eu des cas plus nombreux de bus qui ont brûlé en pleine circulation, sans blessés heureusement, mais sans que la direction ait jamais communiqué sur les enquêtes, les causes de ces incendies et les mesures prises. Elle a même tenté de licencier un conducteur du dépôt de Créteil, essayant de lui en faire porter la responsabilité.

Correspondant LO



Flixbus : sécurité et profits ne font pas bon ménage

Le 3 novembre, un car affrété par Flixbus s'est spectaculairement renversé sur l'autoroute A1 dans la Somme, faisant trente-trois blessés dont quatre graves. Le 6 octobre, le car d'une ligne internationale Flixbus avait aussi eu un accident occasionnant un mort et dix-sept blessés. Alors que des enquêtes sont en cours sur les causes de ces drames, ils soulèvent la question des conditions de travail des chauffeurs.

Favorisé par Macron, ministre des Finances de Hollande en 2015, le marché des transports par car s'est considérablement développé. À la fin de l'année en cours, on estime que ces bus auront transporté plus de 10 millions de passagers en France, attirés par les prix bas comparés à ceux en hausse du transport ferroviaire.

Flixbus, qui est présent dans 29 pays, se partage le marché hexagonal avec Blablabus. Ces deux mastodontes ont racheté leurs concurrents et il s'agit pour eux de rentabiliser leurs lignes.

Flixbus ne possède en propre aucun autocar. Il vend des billets au public, garde de 25 à 30% de ces recettes et fait transporter les voyageurs par des compagnies de cars qui sont ses

sous-traitants. Flixbus ne manque pas de mentionner ce fait à chaque accident pour atténuer sa responsabilité. Il n'empêche que la guerre des prix qu'il livre à ses concurrents se traduit

par une pression sur les conducteurs des bus.

Ces chauffeurs sont en première ligne quand les passagers sont mécontents, quand ils subissent les conséquences des retards, des toilettes non nettoyées pour cause de rotations incessantes, d'aires d'attente dépourvues d'abri contre la pluie, etc.

Des chauffeurs se plaignent aussi de ne pas être payés en heures supplémentaires en cas de retard au terminus de leur

ligne, d'être logés dans des chambres d'hôtel trop minables pour bien se reposer entre deux voyages loin de chez eux, de successions de voyages de jour puis de nuit qui dérèglent leur sommeil et donc atténuent leur vigilance au volant.

Bien sûr, Flixbus renvoie la responsabilité à ses sous-traitants. Ces conditions de travail augmentent évidemment les risques d'accident de la route. Mais la priorité de Flixbus est la rentabilité.

Lucien Détroit

General Electric Belfort – Bourogne : nouveau débrayage dans les ateliers

À General Electric Belfort, il n'a pas fallu longtemps pour que le patron tente de revenir sur les quelques engagements qu'il avait pris pour faire lever les piquets de grève à Turbines Gaz.

Lundi 4 novembre, dès le début des négociations, la direction a tenté de revenir sur l'indemnisation des jours de grève accordée pour faire reprendre le travail, afin que ce soit au moins en partie à la charge des travailleurs. GE est décidément

spécialiste pour ne pas tenir ses promesses.

Aussitôt cette nouvelle connue, le travail a été arrêté dans les ateliers. Un ultimatum a été envoyé par les grévistes: si les engagements pris n'étaient pas tenus, les ateliers seraient à nouveau bloqués.

Enfin, c'est le directeur de General Electric Europe, Patrick Maffei, qui a dû venir en personne s'expliquer dans l'atelier et s'engager devant tous sur le fait que l'accord sur l'indemnisation des jours de grève serait respecté.

De quoi se souvenir que la mobilisation est le seul contrepoids à l'arrogance de la direction.

Correspondant LO

Dans nos bulletins Lutte ouvrière

L'amiante tue

Ils sont bien visibles, tous ces autocollants qui nous informent de la présence d'amiante dans les installations. Nous informer, c'est déjà un progrès.

Maintenant, il faudrait des protections respiratoires pour ceux qui travaillent à proximité. Des protections validées par le service médical, pas des masques bon marché.

Un suivi médical aussi, ce serait la moindre des choses.

ArcelorMittal Florange

Tous ensemble!

PSA s'est offert une publicité gratuite dans *Le Républicain lorrain*, avec un gros titre annonçant «PSA forme et embauche les réfugiés».

En fait, à Trémery et Borny, ça concerne 9 ouvriers en intérim. Et, comme pour les centaines d'autres intérimaires, ce sont des salaires au plus bas et des postes de travail pénibles.

PSA ne fait pas dans l'humanitaire mais dans l'exploitation des travailleurs. Embauchés ou intérimaires, nous avons besoin de tous nous regrouper pour défendre collectivement nos intérêts de travailleurs.

PSA Peugeot-Citroën Metz-Borny

Non aux samedis obligatoires!

860 avions devraient être livrés cette année au lieu des 890 prévus. La raison: les difficultés d'industrialisation de l'A321 XLR.

Mais ça n'empêche pas que la direction, à Hambourg, pourrait la vie de nombre de camarades allemands en leur infligeant des samedis travaillés obligatoires.

Sites Airbus

Nous, on brancarde

Parfois, on nous demande si nous avons vu un bout de lit qui manque: tête, pieds, barrière. Parfois, on nous demande de les apporter dans tel ou tel service.

On a autre chose à faire qu'une chasse au trésor.

Hôpital de Bicêtre

La Pyrénéenne : les travailleurs se sont fait respecter

Les agents de la Pyrénéenne chargés du nettoyage des rames TGV à Gerland se sont mis en grève une quinzaine de jours. Ils dénonçaient le manque de personnel, le manque de matériel, et des propos racistes de la part d'une chef. Ils ont obtenu que celle-ci soit déplacée, et se sont fait respecter face à un patron qui, avec la complicité de la SNCF, se croit tout permis.

SNCF Ateliers d'Oullins

SNCF : vive la lutte des cheminots !

« Ici et là, des flammèches s'allument, qui se transforment aussitôt en boules de feu », remarque un syndicaliste UNSA pourtant loin d'être pyromane, à propos de la situation à la SNCF. Effectivement, coup sur coup, en trois semaines, plusieurs conflits ont éclaté dans le secteur ferroviaire.

Après le mouvement de droit de retrait des roulants suite à l'accident de TER dans les Ardennes, tout un secteur ouvrier des ateliers de maintenance TGV de Châtillon a cessé le travail, sans préavis. La direction a reculé en catastrophe et s'est engagée à ne prendre aucune sanction devant la paralysie

du trafic TGV Atlantique et la menace de contagion.

Mais depuis le début de semaine, c'est au tour des cheminots du technicentre du Landy, au nord de Paris, d'arrêter le travail, là encore sans préavis, cette fois à l'échelle de l'ensemble des ateliers. Dans tous les cas, les assemblées sont nombreuses et les grévistes actifs.

Si la mobilisation concerne actuellement les ateliers TGV de la région parisienne, la température et la pression continuent de monter ailleurs. Il est vraisemblable que le 5 décembre sera un grand succès à la SNCF. Et ensuite ?

Alors que la direction de



Assemblée générale au technicentre de Villeneuve-Saint-Georges.

la CGT avait ignoré jusqu'à présent les mouvements de grève dans les ateliers, voire les avait dénigrés en interne dans certains secteurs, elle voudrait maintenant

reprandre la main.

Laurent Brun, secrétaire fédéral, a indiqué qu'il se « dessine un appel de la CGT à une grève reconductible à partir du 5 décembre à la SNCF ». Et les militants CGT sont appelés à organiser dès la semaine du 4 novembre, des assemblées, sous forme de débrayages de 55 minutes, dans tous les ateliers de maintenance du pays, TGV, TER ou fret.

Farandou, le successeur de Pepy à la tête de la SNCF, ne s'en cache pas : il compte sur la collaboration des directions syndicales pour éviter l'embrassement. Interrogé par le *Journal du Dimanche*, il déclare : « Dans les deux mouvements

récents, les organisations syndicales semblent avoir été débordées par la base. Je ne peux pas piloter une entreprise de 150 000 salariés, en direct avec chacune et chacun d'entre eux. J'ai besoin de travailler avec des syndicats représentatifs et de canaliser le dialogue social avec eux. »

Les directions syndicales se réjouissent donc d'être à nouveau courtisées en raison de mouvements démarrés sans elles. Mais l'intérêt des militants et de l'ensemble des cheminots est que les mouvements actuels et ceux à venir, en particulier à partir du 5 décembre, soient sous le contrôle des grévistes eux-mêmes.

Christian Bernac

Technicentre Châtillon : une grève victorieuse

Démarrée la nuit du 21 octobre à Châtillon chez les dépanneurs TGV et les jockeys, chargés du déplacement des rames, la grève a été suspendue dans la nuit du samedi 2 novembre. Les 250 grévistes avaient le sentiment d'avoir arraché ce qu'ils pouvaient.

Effectivement, ils ont fait remballer le projet de roulements de la direction, qui voulait les contraindre à passer une nuit sur trois au travail, leur supprimer douze repos. Ils obtiennent le maintien, voire l'amélioration de certains roulements. Ils obtiennent aussi 30 embauches supplémentaires en plus de 30 déjà programmées et l'augmentation de quelques primes.

S'ils n'ont pas obtenu le paiement des jours de grève,

ils obtiennent la garantie qu'il n'y aura aucune sanction disciplinaire pour une grève démarrée sans préavis.

Dans tout le secteur règne maintenant une grande solidarité. Comme le disait une cheminote : « Avant je saluais des gens. Aujourd'hui, partout, j'ai des potes. »

Les grévistes sont fiers d'avoir prouvé que les ouvriers de la maintenance, peuvent tout autant que les autres corporations

paralyser le trafic en cessant le travail. Tous jouent un rôle irremplaçable.

Et surtout, il y a la fierté d'avoir mené un mouvement parti de la base et contrôlé par elle. Les grévistes étaient présents aux assemblées, de nuit comme de jour, et certains dormaient sur place. Tous les grévistes étaient à égalité, syndiqués ou non. C'est ce qui a garanti l'unité et la force du mouvement.

Tous ont aussi constaté le démarrage de la grève au Landy. En une semaine, la conscience que les travailleurs peuvent inverser le rapport de force a fait un bond.

Correspondant LO

Technicentre Paris Sud-Est : assemblées et débrayages

Au TSEE, sur le site de Paris-Conflans, la direction a envoyé pour entretien les rames de TGV de Châtillon alors en grève. Les cheminots ont refusé de se charger de ce travail. Et jeudi 31 octobre, les débrayages ont commencé, à l'initiative des syndicats, dans les deux ateliers de Conflans et de Villeneuve-Saint-Georges.

Les cheminots mettaient en avant des revendications d'effectif et de rémunération, le problème des roulements Jour/Nuit/Nuit, qui ne conviennent à presque personne, ainsi que la question de l'avenir des salariés du site de Villeneuve, où la direction a annoncé la fin de la maintenance TGV d'ici deux ou trois ans. Les débrayages ont rassemblé la quasi-totalité des salariés présents.

Lundi 4 novembre, les cheminots ont remis le couvert. À Villeneuve, ils ont élu neuf délégués pour discuter avec la direction des revendications qu'ils avaient votées. Dans la nuit, les travailleurs de Conflans ont fait venir le directeur en débrayant de nouveau. Par

un tract commun, la CGT et Sud ont de nouveau appelé à une AG mardi 5 novembre pour rendre compte des réponses de la direction. Elle annonce des embauches mais reste vague sur le nombre et renvoie à la direction nationale pour la question des salaires.

Mercredi 6, sans en attendre monts et merveilles, les 150 cheminots rassemblés semblaient attentifs à la table ronde qui se déroulait entre les syndicats et Voyage, la direction de la branche des ateliers TGV. Une nouvelle assemblée générale était déjà annoncée jeudi 7 novembre dès le matin pour en faire le bilan ensemble.

Correspondant LO

Aux guichets : le parcours du combattant pour acheter un billet

Il est de plus en plus difficile d'acheter un billet en gare, notamment dans les grandes gares parisiennes. Quand un voyageur se présente pour acheter son billet TGV, il lui est désormais demandé s'il a pris rendez-vous !

La SNCF a supprimé tant de postes de vente et donc de guichets dans les gares, qu'elle n'est même plus en mesure de répondre à la demande dans des conditions acceptables, c'est-à-dire sans que les voyageurs aient à subir une trop longue attente. Le but évident est de les pousser à acheter leur billet sur Internet ou aux automates de vente des gares.

Mais pour toute une

partie de la population, Internet reste d'un accès difficile et l'utilisation des automates de vente en gare l'est tout autant. Mais si elles préfèrent avoir accès à un être humain, elles doivent prendre rendez-vous... sur Internet.

Pour les vendeurs, cette situation est devenue complètement ingérable. Il y a bien sûr les voyageurs qui ne savent pas qu'il faut prendre rendez-vous et qui décident d'attendre

qu'il y ait un guichet libre. Il faut donc jongler pour tenter de les faire passer entre deux rendez-vous. Résultat, les voyageurs sont excédés et c'est invivable pour les vendeurs.

La SNCF a deux objectifs : généraliser la vente sur Internet pour faire baisser le coût de la vente des billets et réserver l'espace dans les gares à des boutiques qui lui payent des loyers particulièrement élevés.

L'intérêt des voyageurs et des agents, ce n'est évidemment pas son problème.

Correspondant LO



SNCF – Technicentre du Landy : la grève démarre

Le Technicentre du Landy à Saint-Denis entretient les rames TER et TGV du secteur Nord, Thalys, Eurostar. 800 cheminots et une centaine de salariés de sous-traitants y travaillent.

Rapidement, la mobilisation des cheminots de Châtillon et son impact sur le trafic ont eu un écho important : dans tous les ateliers, tous connaissent les mêmes changements de roulements qui dégradent les conditions de travail et de vie.

Les débrayages ont commencé jeudi 31 octobre, touchant toutes les équipes, en nuit et en journée. Les

cheminots ont établi une liste de revendications comportant pour l'essentiel la revalorisation de primes existantes, une prime exceptionnelle de fin d'année, des embauches sur tous les secteurs. Les débrayages ont continué toutes les nuits et tous les jours. Des cheminots sont allés en groupe dans l'ensemble du site pour entraîner leurs

camarades et ont organisé des assemblées.

Lundi 4 novembre, la production était déjà quasiment à l'arrêt. L'assemblée d'une centaine de cheminots a décidé de s'inviter à la réunion convoquée par le directeur d'établissement avec les représentants syndicaux. Les grévistes avaient désigné douze représentants, syndiqués ou non et près d'une centaine de cheminots déterminés ont envahi la salle. La direction qui ne voulait discuter qu'avec les

représentants syndicaux a dû entendre la colère des grévistes.

Un cheminot lui a rappelé la pénibilité du travail alors qu'il y a deux semaines, les dirigeants hiérarchiques prenaient du bon temps en séminaire à Center Parc aux frais de la princesse... Le directeur a dû entendre le ras-le-bol des bas salaires, le slogan qui circule parmi les grévistes « on ne veut pas des miettes, on veut des steaks » et bien-sûr le refrain « on est là... ».

La direction, qui n'avait rien à proposer, a fini par quitter la salle. Les cheminots ont voté à l'unanimité la poursuite de leur mouvement pour le lendemain.

Mardi 5, la mobilisation continuait. Environ 150 cheminots se sont rassemblés devant les bureaux de la direction qui renvoie aux négociations nationales du mercredi avec les organisations syndicales. Les grévistes préfèrent, et ils ont raison, compter sur leur propre force.

Correspondant LO

Brive : grève contre des suppressions de postes

À l'appel de la CGT, dimanche 27 octobre et dimanche 3 novembre, les cheminots de Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, ont fait une opération « gare morte » pour dire non aux huit suppressions de postes annoncées par leur direction. Pour masquer la portée de ces actions, celle-ci a fait appel à des cadres.

Les prévisions de la direction sont de quatre postes en moins à la vente, en supprimant deux guichets, avec moins d'heures d'ouverture pour les usagers. Il y aurait aussi quatre postes en moins à la manœuvre, sous prétexte qu'il va y avoir des travaux en 2020 et du nouveau matériel automoteur en 2025. Donc il y aurait,

paraît-il, moins de travail sur ces postes. Les cheminots et la CGT disent, à juste titre, que les travaux ne vont pas durer éternellement et que, quand le nouveau matériel sera là, il faudra voir ce qu'il en sera de la charge de travail.

Comme dans beaucoup de gares, il arrive que les trains soient remplacés par

des bus, faute de matériel disponible. Mais la politique de la direction de la SNCF est de faire réaliser le travail avec toujours moins de personnel, pour faire des économies et donc baisser ses coûts. Peu importent pour elle les conditions de travail des agents.

La SNCF avait prévu la suppression de 2 500 postes en 2019. Elle a atteint ce chiffre en huit mois seulement. En dix ans, les effectifs ont baissé de 20 000 agents, soit une moyenne de 2 000 suppressions par an.

Les cheminots revendiquent le maintien des

postes de vente, pour pouvoir assurer un service de qualité mais aussi pour maintenir des conditions de

travail acceptables. Il n'y a pas trop de cheminots, bien au contraire!

Correspondant LO



Dans l'Ain :

le danger des passages à niveau et des trains bondés

Dimanche 3 novembre, deux personnes sont mortes dans leur voiture qui a été percutée par le TER Belfort-Lyon, au passage à niveau de Tossiat dans l'Ain.



Le passage à niveau de Deuil-Montmagny.

On ne connaît pas les circonstances exactes de l'accident mais ce passage à niveau est classé « prioritaire à sécuriser » par l'État. En 2007, un chauffeur routier y était décédé dans un choc avec un TGV. De nombreux passagers du train avaient aussi été blessés.

Il reste toujours 153 passages à niveau présentant cette dangerosité. Chaque année, entre 30 et 40 personnes meurent dans les mêmes circonstances, alors qu'en organisant un plan de travaux, pour quelques millions d'euros pour chaque passage à niveau, les autorités pourraient supprimer ces points dangereux et les

remplacer par des souterrains ou des ponts.

Dans l'accident de Tossiat, un autre élément a aggravé la situation. Le train impliqué était bondé, avec 620 voyageurs, alors que théoriquement, avec le nombre de voitures constituant ce TER, il n'était possible de transporter correctement qu'un maximum de 440 voyageurs. Mais, lors des départs et retours de week-end, les trains sont surchargés. C'est aussi le cas au quotidien, pour les usagers qui viennent travailler à Lyon. Les associations d'usagers et les cheminots dénoncent depuis des années le manque de rames,

qui fait que les couloirs des trains sont totalement occupés. Le passage du contrôleur est alors impossible, ce qui peut être grave en cas d'accident, comme cela a été le cas à Tossiat.

Cet accident confirme le caractère criminel de la politique d'économies menée depuis des années par la SNCF et les autorités, que ce soit l'État ou la région. Cette situation avait déclenché le récent droit de retrait des conducteurs, très suivi dans la région de Lyon. Aujourd'hui, rien n'est réglé et les raisons de la colère demeurent.

Correspondant LO

Hôpital: manifestons le 14 novembre!

Alors que l'hôpital public craque de partout, ce dont témoigne notamment le mouvement des services d'urgence qui dure depuis huit mois, la ministre de la Santé Agnès Buzyn a annoncé une hausse de l'enveloppe budgétaire pour l'hôpital public limitée à + 2,1 % en 2020. Pourtant l'augmentation naturelle des dépenses de l'Assurance maladie est de 4,5 % environ.

Cela confirme que les 750 millions récemment promis en réponse à la crise des Urgences n'étaient que le redéploiement de financements existants. Le mécontentement, l'épuisement, l'exaspération des travailleuses et travailleurs hospitaliers, de celles et ceux des Ehpad, s'expriment à tout moment. Cela a été le cas récemment le 29 octobre lors de rassemblements, à Paris comme dans d'autres villes. Au sein de l'hôpital public, des médecins proposent de cesser le codage des actes médicaux, afin de faire pression au niveau des ressources financières et de dénoncer la notion de rentabilité que les autorités de santé imposent déjà de longue date. Si l'hôpital

tient, c'est grâce au sens des responsabilités, au dévouement du personnel dans son ensemble.

Après la dénonciation de multiples situations périlleuses, ce sont les services hospitaliers pédiatriques d'Ile-de-France qui ont récemment lancé une alerte, craignant un grave déficit d'internes.

À l'appel d'un collectif inter-hôpitaux qui prend le relais du collectif inter-Urgences, ainsi que des syndicats des travailleurs de la santé, une journée d'action avec manifestations doit se dérouler le 14 novembre. Il est urgent d'embaucher dans les hôpitaux, les Smur, les maternités, les Ehpad, les services de psychiatrie. Il est urgent de



rouvrir les lits fermés, et de programmer de nouvelles ouvertures. Il est urgent d'augmenter les salaires de tous de 300 euros net par mois. Il est urgent d'arrêter de fermer des hôpitaux de proximité ou de les transformer en services de gériatrie. Il est urgent, pour

répondre aux besoins de la population, d'augmenter réellement le budget des hôpitaux.

Le soutien de plus de 80 % de la population aux mouvements du personnel de santé publique est significatif. L'immobilisme du gouvernement et le budget

voté par la majorité des députés montrent, s'il en était besoin, la nécessité d'accroître la mobilisation. Une participation massive aux manifestations du 14 novembre peut être un pas dans ce sens.

Viviane Lafont

Longué: un hôpital public bradé au privé?

En mars dernier, l'Agence régionale de santé et le conseil départemental du Maine-et-Loire ont lancé un appel à projets de reprise de l'hôpital public de Longué, qui compte 130 salariés, 85 lits d'Ehpad, 30 lits de soins de suite et de réadaptation, et 35 lits de soins de longue durée. Le prétexte est l'existence d'une dette importante.

Depuis mars, d'échéances en dates butoirs, c'est l'angoisse et l'incertitude pour les salariés et pour les résidents. Le maire Debout la France est en effet favorable au repreneur privé, LNA Santé - Le Noble âge, et se répand en propos antifonctionnaires. Un autre projet, qui permettrait à l'établissement de rester dans la fonction publique,

est défendu par le GHT (groupement hospitalier de territoire) qui regroupe les hôpitaux publics voisins, dont celui de Saumur et le CHU d'Angers.

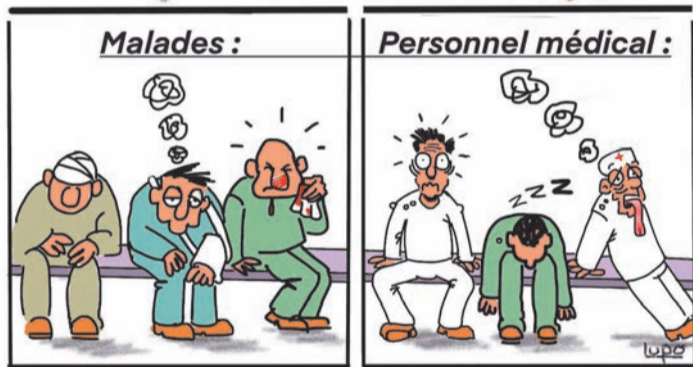
Si le groupe LNA l'emportait, ce serait une première en France, et un cadeau non déguisé à ses actionnaires: l'hôpital est neuf, sa construction a coûté 25 millions. LNA propose

18,5 millions pour le reprendre. En lançant l'appel à projets, le conseil départemental et l'ARS prennent la responsabilité d'un gaspillage d'argent public.

Les salariés, soutenus par la CGT, se battent pour le maintien des emplois publics et dénoncent les élus qui veulent faire payer aux travailleurs et aux résidents leur incurie passée. Les résidents craignent en effet l'explosion des tarifs journaliers, à l'image de ceux que LNA pratique ailleurs, des tarifs hors de portée des familles de la région, touchée par le chômage, les petites retraites et les bas salaires.

Correspondant LO

Il y a URGENGE(s)!



CHRU de Nancy: aux Urgences, rien n'est réglé

La direction du CHRU de Nancy se prévaut de ce qu'elle appelle un accord aux Urgences. Pour ne pas risquer le moindre désaccord, elle s'est bien gardée de le proposer aux syndicats.

Pour l'essentiel, six postes d'aides-soignants ont été débloqués, qui devront permettre la présence d'un aide-soignant à l'accueil 24 heures sur 24, sept jours sur sept, de quoi soulager un peu les équipes. La mise en place d'une unité médicale polyvalente est prévue, mais ce ne sera pas avant la fin du premier semestre 2020, et la direction tient à préciser que cela ne revient

pas sur les perspectives de suppressions de lits validées dans le cadre du Copermo (Comité interministériel de performance et de modernisation de l'offre de soins).

Après traduction, cela veut dire que la fermeture de 179 lits et la suppression de 600 postes dans les quatre ans à venir ne sont pas remises en cause. Avec de moins en moins de lits dans les services pour accueillir les patients, le problème de l'engorgement des Urgences et des tensions que cela provoque ne risque pas d'être réglé.

Correspondant LO

Hospices civils de Lyon: le gâchis de la politique d'austérité

Samedi soir 2 novembre, on a pu voir au journal de France 3 un reportage sur l'utilisation de la 3D au service de la médecine, en particulier dans les hôpitaux des Hospices civils de Lyon (HCL).

Par exemple, à l'HFME (Hôpital femme mère enfant), un chirurgien s'entraînait, pour une opération délicate, sur une impression 3D du thorax et du poumon du bébé; ou encore, à HEH (Hôpital Édouard-Herriot), on utilisait la bioimpression 3D de peau directement sur des patients brûlés. Tout cela en liaison avec des chercheurs de l'université Claude-Bernard.

Sans doute, cela montre quels progrès extraordinaires la science peut permettre à la médecine d'accomplir. Mais, à côté de

cela, les HCL, comme tous les hôpitaux publics, sont contraints par ceux qui nous gouvernent de faire des économies, en fermant des lits et en supprimant des emplois. Le résultat, ce sont des opérations reportées, des patients qu'on garde le moins longtemps possible, et des attentes aux Urgences, parfois même très longtemps quand il faut trouver un lit pour hospitaliser le patient.

Cette course aux économies, avec des réorganisations incessantes pour optimiser le travail, ainsi qu'un

turnover de plus en plus rapide des patients pour rentabiliser les services, épuise le personnel soignant. De plus en plus d'agents, surtout les aides-soignants, souffrent de traumatismes musculo-squelettiques. La direction des HCL n'offre souvent comme seule solution qu'une mise en invalidité, avec une pension de misère, plutôt que de garder quelqu'un ayant des restrictions médicales.

C'est tout cela que les employés des hôpitaux dénoncent. Et cela montre le fossé entre ce qui serait possible dans une société au service de la population, et la réalité imposée par le capitalisme.

Correspondant LO

Fusion PSA - Fiat-Chrysler: deux patrons, une seule classe ouvrière

Jeudi 31 octobre, les dirigeants de PSA (Peugeot société anonyme) et FCA (Fiat Chrysler Automobiles) rendaient publique leur décision de fusionner leurs groupes, pour constituer une entité plus grande sur le marché automobile.

Ils veulent ainsi augmenter leurs profits en améliorant leur rentabilité et en aggravant les conditions de travail des ouvriers qui fabriquent leurs voitures. Mais, contre eux, les 410 000 salariés issus de cette fusion, loin d'être affaiblis, peuvent représenter une force encore plus considérable.

La presse a cherché des raisons technologiques à cette fusion, comme si cette tendance à la concentration

n'était pas aussi vieille que la machine à vapeur elle-même et n'avait pas pour première cause la recherche du profit maximum. PSA est le produit de fusions antérieures, comme FCA d'ailleurs et comme tous les groupes capitalistes actuels. En tout, ce nouveau trust sera à la tête de douze marques différentes (Peugeot, Citroën, DS, Opel, Vauxhall, Fiat, Alfa Romeo, Maserati, Lancia, Chrysler, Jeep et Dodge RAM). La crise de l'économie et le poids grandissant de la finance poussent de plus en plus les groupes capitalistes à utiliser les milliards arrachés au travail pour fusionner, se racheter mutuellement, couler un concurrent, maximiser le profit étant la seule règle qui vaille.

Cette fusion s'inscrit complètement dans cette logique. Les dirigeants des deux groupes annoncent leur volonté de faire 3,7 milliards d'économies. « Sans fermetures d'usines »,

affirment-ils. Mais il n'y a aucune raison de les croire.

PSA comme FCA suppriment des emplois depuis des années. PSA a fermé l'usine d'Aulnay en 2013, puis les sites de la Garenne, de Saint-Ouen et d'Hérimoncourt en France ainsi que deux usines en Chine à l'été 2019. Il a aussi supprimé près de 30 000 emplois depuis cinq ans. Depuis son rachat d'Opel, 6 000 emplois ont disparu de l'autre côté du Rhin ou de la Manche. Cette politique d'aggravation de l'exploitation est inscrite dans l'ADN des dirigeants capitalistes, fusion ou pas. Alors, bien entendu, le nouveau groupe cherchera les économies à réaliser sur le dos des travailleurs. Et pour cela il utilisera tous les arguments habituels sur la compétitivité, les doublons, la concurrence et les difficultés du marché automobile, et même la transition écologique.

En 2018, pour racheter Opel, PSA a sorti trois milliards. Pour trouver un accord et assurer la fusion, FCA a distribué 5,5 milliards d'euros à ses actionnaires comme dividende exceptionnel et PSA a vendu pour 3 milliards de ses parts chez Faurecia. Les deux

familles capitalistes, les Agnelli propriétaires historiques de Fiat et les Peugeot, vont pouvoir continuer à dormir sur des tonnes d'or. Ces capitalistes peuvent faire valser les milliards, non pour investir et créer de nouvelles richesses, mais pour jouer à un Monopoly géant. Ces milliards sont cependant la preuve que le travail des 410 000 travailleurs du futur groupe crée suffisamment de richesses pour maintenir tous les

emplois et assurer une vie digne à tous.

Alors, si les patrons veulent mettre les travailleurs en concurrence entre eux, ceux-ci n'ont aucun intérêt à marcher dans ce piège. Au contraire, en prenant conscience de leur nombre et des possibilités d'union au-delà des frontières contre des patrons communs, ils peuvent se préparer à faire reculer tous ces exploités.

Marion Ajar



Renault Trucks - Lyon: journée de solidarité... pour les actionnaires!

Suite à la canicule de 2003, le gouvernement avait imposé une journée de solidarité, prétendument pour financer la prise en charge des anciens. Les travailleurs doivent donner une journée à ce titre et les entreprises verser 0,3% de leur masse salariale comme contribution solidarité autonomie. Mais, pour le patronat, la somme versée comme contribution peut être inférieure à l'argent qu'il tire d'une journée de travail des salariés.

Trucks, à Lyon, qui verse à l'État un peu plus d'un million d'euros au titre de la journée de solidarité. Mais les sept heures de travail de cette journée lui font gagner 1,5 million d'euros. Au final, le patron se garde donc 500 000 euros. De quoi écœurer les salariés, qui ont été plus nombreux cette année à répondre à l'appel à la grève de la CGT pour le vendredi 25 octobre, date de cette journée dite de solidarité.

C'est le cas à Renault

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Algérie : des marées humaines pour une "seconde indépendance"

Vendredi 1^{er} novembre, des marées humaines ont envahi Alger ainsi que toutes les grandes villes d'Algérie. Ce 37^e vendredi de la contestation contre le système coïncidait avec le 65^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération du pays, lancée par le FLN à la Toussaint 1954 contre la puissance coloniale française.

À Alger, dès le jeudi 31 octobre, des manifestants ont afflué de tout le pays, improvisant un rassemblement nocturne devant la Grande Poste, ponctué à 20 heures par un concert de casseroles, de klaxons et de youyous en solidarité avec tous les détenus d'opinion. Le vendredi, malgré la mise à l'arrêt du tramway, du métro et des trains, des cortèges immenses venus de tous les environs ont convergé des heures durant vers le centre de la capitale. Les femmes et la jeunesse des quartiers populaires présentes en nombre ont communiqué à tous leur dynamisme et leur enthousiasme. La détermination et la fierté d'être aussi nombreux à défier le pouvoir, et à ne pas céder à ses intimidations, se lisaient sur tous les visages.

« Assez des généraux »

Alors que les dignitaires du régime organisaient des commémorations officielles, des centaines de milliers de manifestants contestaient la légitimité historique dont ils se sont parés. Les portraits de ceux qu'ils considéraient comme des vrais héros de la guerre de libération, tels que Hassiba Ben Bouali ou Ali la Pointe, ont été brandis par nombre d'entre eux. Ils estiment que l'indépendance, acquise en 1962 au prix de lourds sacrifices, a été confisquée par les militaires. Aussi, les slogans « Y'en a marre des généraux », « Les généraux à la poubelle ! », « Une nouvelle indépendance ! » ont

été parmi les plus scandés. De nombreux manifestants ont également réclamé la libération de tous les détenus d'opinion, notamment celle de Lakhdar Bouregaâ, un vétéran de la guerre de libération âgé de 84 ans, emprisonné pour avoir critiqué le chef de l'armée.

Cette mobilisation d'ampleur a également été une réponse cinglante aux propos tenus par le président par intérim Ben Salah au président russe Poutine, où il lui déclarait que « l'ampleur du mouvement était exagérée » et « qu'il se résu-
mait à quelques éléments ».

Depuis maintenant plus de huit mois, le Hirak, le mouvement, exige la fin du système. Gaïd Salah, le chef de l'armée qui est à la manœuvre depuis la démission de Bouteflika, est devenu la cible principale des manifestants : « Gaïd Salah est devenu un parrain, on t'enverra à la prison d'El Harrach, dictateur », « Dégage Gaïd Salah, cette année il n'y aura pas de vote ! »

Les manifestants rejettent l'élection présidentielle du 12 décembre, que Gaïd Salah veut à tout prix imposer. Elle apparaît comme une manœuvre de plus, pour sauvegarder le système politique actuel.

Sous la pression populaire, la plupart des partis, des islamistes du MSP aux démocrates du RCD et du FFS, ont renoncé à y participer. Parmi les cinq candidats en lice, on trouve deux ministres et deux ex-Premiers ministres de l'ère

Bouteflika, Ali Benflis et Abdelmadjid Tebboune.

Il n'y a évidemment rien à attendre de ces hommes, s'ils arrivent au pouvoir. Depuis la chute de Bouteflika, rien n'a changé, quelques grands patrons qui avaient profité des largesses du pouvoir sont en prison, mais la corruption continue de sévir à tous les étages de la société. Et surtout la loi patronale règne dans les entreprises, où les patrons du privé et du public cherchent à regagner le terrain concédé en mars et en avril. Ainsi la direction des entreprises de la Faïencerie algérienne vient de licencier la vingtaine de grévistes qui avaient mené la grève en mars; en réaction, les travailleurs se sont remis en grève.

Avec la crise qui s'aggrave, les travailleurs et les classes populaires sont

confrontés à des difficultés grandissantes. De nombreux travailleurs du secteur public sont en grève, car ils ne sont plus payés. Les grands chantiers sont à l'arrêt et des centaines d'entreprises sont en faillite, mettant des dizaines de milliers de travailleurs à la rue. Des grèves éclatent, exprimant un mécontentement social mis pour l'instant à l'arrière-plan de la contestation politique, à l'image de la grève des enseignants du primaire sous-payés et maltraités par leur ministre.

Élection présidentielle compromise

Quelle que soit l'issue du scrutin du 12 décembre, s'il a lieu, il mettra en place, une fois de plus, un paravent civil derrière lequel s'abritera une caste d'officiers. Dans le contexte de

crise du capitalisme, ce pouvoir, avec les attaques qu'il s'appête à mener contre les classes populaires, pourrait ne tolérer aucune liberté et aucun droit démocratique.

Les masses algériennes veulent en finir avec un système politique qui, ayant pris la suite du colonialisme, les opprime depuis 57 ans. Elles réclament une nouvelle indépendance. Elles veulent en finir avec le mépris, la misère, l'oppression et la corruption généralisée. Le peuple algérien, comme ceux de tous les pays pauvres de la planète, subit l'oppression des classes dirigeantes qui ne sont qu'un rouage de l'impérialisme. La satisfaction de ses aspirations ne sera possible que par une véritable révolution, remettant en cause cette domination.

Laila Wahda



Manifestation nocturne à Alger, le 31 octobre.

Accord Italie-Libye : les mercenaires de l'Europe contre les migrants

Le gouvernement italien a annoncé, mercredi 27 octobre, le renouvellement pour trois ans de l'accord signé en 2017 avec la Libye, prévoyant de former, d'équiper et d'aider financièrement les gardes-côtes libyens pour bloquer les départs de migrants.

Le ministre des Affaires étrangères italien, Luigi Di Maio, dirigeant du parti M5S, a osé prétendre que cette décision était justifiée par la préoccupation d'éviter « des tragédies en mer et une détérioration des conditions des migrants dans les centres d'accueil ».

En réalité, cet accord

consiste à confier aux autorités libyennes le soin d'empêcher les migrants de gagner l'Europe, par tous les moyens, y compris en les laissant se noyer. Quant à ceux qui sont secourus, ils se retrouvent parqués dans des camps dans des conditions inhumaines, soumis à la torture et réduits en

esclavage.

Cette politique a été initiée par le gouvernement du Parti démocrate, dit de gauche, alors dirigé par Paolo Gentiloni, dont le ministre de l'Intérieur Minniti a mis au point le premier accord en février 2017. Ce gouvernement a multiplié les procédures judiciaires et les saisies de navires pour entraver l'action des ONG et les empêcher de porter secours aux migrants. La plupart ont été alors contraintes de cesser toute activité en Méditerranée. Salvini, le dirigeant de la Ligue d'extrême

droite, devenu ministre de l'Intérieur en juin 2018, n'a fait qu'aggraver encore considérablement la situation des migrants en décidant de leur fermer totalement les ports de la péninsule, refusant de laisser débarquer ceux qui avaient été secourus par des ONG ou même par des gardes-côtes italiens.

Si le départ de Salvini du ministère de l'Intérieur a permis de nouveau à des femmes et des hommes d'accoster plus facilement en Italie, la décision annoncée ces derniers jours montre

que le nouveau gouvernement poursuit vis-à-vis des migrants la politique criminelle de ses prédécesseurs. C'est aussi celle de l'Union européenne qui, elle aussi, finance les gardes-côtes libyens.

Le gouvernement français, quant à lui, a annoncé en février 2019 la fourniture de six embarcations rapides à Tripoli, permettant à un certain nombre d'industriels d'équiper ce pays pour la chasse aux migrants, et de faire quelques bonnes affaires par la même occasion.

Marc Rémy